

مكة امه، لا حول

TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 109

18 PAGES DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 31 JUILLET - LUNDI 1^{er} AOUT 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5,65 \$; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 360 li.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 75 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 13

S. RUE DES ITALIENS

75021 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-33 Paris

Tél. Paris 01 43 60 72

Tél. : 246-72-23

Après la mort d'une étudiante

L'atmosphère est de nouveau tendue à Soweto

LIRE PAGE 4

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un sursis pour M. Callaghan

Lorsque les travaillistes britanniques reviennent au pouvoir en 1974, ils ont connu une période de déstabilisation : des hausses massives de salaires ont entraîné une inflation sans précédent. Mais par la suite, Sir Harold Wilson, puis M. Callaghan, ont pu équilibrer l'économie en accordant des réductions de dépenses et en imposant un contrôle social d'autres pays pouvaient alors être jaloux.

Personne, au début, ne croyait que le flot des revendications pourrait être endigué. Pendant deux ans, cependant, les hausses de salaires ont été limitées de façon stricte. Et au début de cette année tout le monde se demandait si le gouvernement parviendrait à arracher un accord sur la « phase 3 » de sa politique des revenus.

Aussi longtemps toutefois que subsistent des chances d'accord, même minimes, beaucoup de Britanniques, y compris dans le camp conservateur, pensent qu'il est préférable de laisser M. Callaghan en poste jusqu'à ce que son gouvernement ait mené à bien les négociations avec les syndicats. C'est l'une des principales justifications de l'alliance parlementaire conclue par les libéraux avec le Labour au mois de mars.

Avec ses treize voix aux Communes, le parti de M. David Steel sauva alors le gouvernement travailliste. Ses raisons n'étaient rien de mystérieuses. Malgré une remontée d'audience spectaculaire, les libéraux n'avaient obtenu aux dernières élections générales qu'une poignée de sièges. Cette faiblesse parlementaire amena une fois de plus une phase de déclin : les citoyens ne font guère confiance à une formation qui paraît venue à l'improviste. M. Steel et ses collègues étaient donc convaincus au printemps que de nouvelles élections seraient encore plus désastreuses pour eux-mêmes que pour le Labour.

Les justifications politiques du « pacte Lib-Lab » se faisaient du fait de l'intérêt national, proclamait M. Steel, était de laisser M. Callaghan poursuivre sa tâche de redressement économique plutôt que de plonger le pays dans le chaos électoral. Les conservateurs ne présentaient pas une politique claire et cohérente de relance. Les libéraux espéraient en allant au Labour, le ramener sur la voie de la modération.

A présent, le plus grave problème est celui des salaires. Le chancelier de l'Échiquier a annoncé que pour l'année à venir les hausses devraient être limitées à 10 %. Les syndicats réclament 30, 60 et même 90 % dans le cas des mineurs. Il n'est donc pas surprenant que les libéraux se réservent le droit de dénoncer le pacte avec M. Callaghan si le chancelier de l'Échiquier ne parvient pas à empêcher une explosion des salaires.

En attendant, le premier ministre espère que le ralentissement de l'inflation sera suffisamment net au début de l'année prochaine pour que les syndicats fassent à nouveau preuve de modération. Son ambition est de durer jusqu'à ce que les bénéfices du pétrole de la mer du Nord deviennent assez importants pour que le Labour en tire profit.

Le premier ministre n'est d'ailleurs pas entièrement à la merci des libéraux. Les nationalistes écossais et gallois pourraient éventuellement voter à son secours si le projet de régionalisation qui vient d'être présenté aux Communes paraissait avoir des chances de succès. Aux représentants de l'Ulster est offerte en ce moment la perspective d'une nouvelle administration à Belfast, ce qui devrait les décourager de renverser le gouvernement.

Les calculs de M. Callaghan pour se maintenir à Downing Street ne sont donc pas dépourvus de fondement. Reste à savoir si la « sortie du tunnel » économique, déjà maintes fois annoncée, ne sera pas une fois encore un mirage.

(Lire nos informations page 2.)

M. Vance au Proche-Orient

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DOUTE QUE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE PUISSE S'OUVRIRE EN OCTOBRE

Le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, a admis au cours d'une conférence de presse, le vendredi 29 juillet, que la tournée qu'il va entreprendre au Proche-Orient du 1^{er} au 11 août risquerait de déboucher sur une impasse. « Il se peut, a-t-il dit, que l'impossibilité de dégager un minimum de consensus entre Israéliens et Arabes empêche la convocation de la conférence de Genève en octobre prochain. »

Les deux principaux obstacles à la reprise des négociations, a indiqué M. Vance, demeurent la représentation des Palestiniens à la conférence et l'avenir des territoires occupés, en particulier de la Cisjordanie. Le secrétaire d'État américain se rendra successivement en Égypte, au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Arabie Saoudite, en Israël.

Sans critiquer explicitement le « plan Begin » de règlement — présenté par le premier ministre israélien au président Carter, les 19 et 20 juillet dernier — le secrétaire d'État américain a, en fait, pris le contrepied des vœux formulés par le gouvernement de Jérusalem.

Il a tout d'abord laissé entendre qu'il ne se cantonnerait pas dans le rôle de simple « faiseur ». Il transmettra, en effet, à ses interlocuteurs arabes non seulement les propositions de M. Begin, mais aussi les « suggestions » du chef de la Maison Blanche. M. Vance a été absent de la conférence de Genève, mais des informations concordantes en provenance de Tel-Aviv et de Washington, indiquent qu'il recommandera, d'une manière générale, le retour d'Israël à ses frontières de 1967 et, en particulier, l'organisation, à terme, d'un référendum en Cisjordanie qui permettrait à ses habitants de choisir entre l'intégration à Israël ou l'indépendance.

Or on sait que ces derniers — qu'ils soient ou non en faveur de l'intégration des Palestiniens dans la délégation jordanienne — insistent pour que la « centrale » des fedayin y soit représentée de plein droit. Compte tenu de la position de M. Begin, un accord à ce sujet paraît très difficile, sinon impossible. Le problème est compliqué par le refus de l'O.L.P. d'établir des liens « formels » avec la Jordanie avant la réunion de la conférence de Genève, comme l'exige l'initiative de l'Arabie Saoudite. M. Arafat insiste pour que son organisation soit représentée par une délégation autonome qui n'ait pas à reconnaître l'autorité de la légitimité de l'État juif, condition sine qua non posée par le président Carter.

Malgré tous ces obstacles, les États arabes du « champ de bataille » — Égypte, Syrie et Jordanie — soutenus par l'Arabie Saoudite — n'opposent pas un refus catégorique à la convocation de la conférence de Genève. D'une part, ils ne veulent pas apparaître aux yeux de la communauté mondiale comme responsables de l'avortement de la réunion ; pour des raisons de politique intérieure, ils tiennent à entretenir l'espoir dans leurs opinions publiques qu'un règlement « équitable » et « pacifique » est encore possible.

(Lire la suite page 4.)

Les étrangetés de la lutte contre le chômage

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Pour faire face au problème du chômage à quelques mois des élections, une stratégie vient enfin d'être arrêtée : payer n'importe quel prix pour que les plus âgés quittent les entreprises, payer n'importe quel prix pour que les plus jeunes prennent leur place.

Premier volet, tout est mis en œuvre pour engager les personnes de plus de soixante ans à libérer leur emploi : c'est la récente loi sur l'abaissement de l'âge de la retraite pour les femmes salariées ; c'est, d'autre part, et surtout, l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 permettant à chaque travailleur de quitter le travail à partir de soixante ans avec une garantie de 70 % de son salaire brut, soit près de 80 % de son salaire net. Tournons rapidement un voile sur la loi ! Un exposé des motifs en forme de numéro de cabaret (1), des débats marqués par une misogynie tenace. En dépit de quelques éclaircies (citons notamment la remarquable intervention au Sénat de Mme Alexandre-Debray sur le droit des femmes à l'emploi), la croyance du parlementaire moyen dans la France

(1) Voir « Bonnes fêtes », le Monde du 4 juin 1977.

libérale et avancée de 1977 paraît bien ancrée : célibataire ou mère de famille, la véritable « vocation » de la femme est de rester chez elle ; un point, c'est tout. Mais déjà, le nouvel accord sur la « garantie de ressources » a fait oublier certains moments d'anthologie sur ce beau thème...

Dès 1972, les partenaires sociaux — C.N.F.P. et grandes centrales — avaient, dans le cadre de leur assurance-chômage, aménagé un statut plus favorable pour les salariés licenciés après soixante ans, dont les chances de réembauche étaient de ce fait, fort minces : des allocations dites de « garantie de ressources » leur seraient allouées à hauteur de 70 % de leur salaire brut, jusqu'à soixante-cinq ans si nécessaire. L'accord du 13 juin, lui, étend cette garantie à tous ceux qui cessent le travail après soixante ans, même si cette cessation est le fruit de leur libre décision. Une nouvelle liberté concrète est donc consacrée : travailler ou cesser de travailler. Fort bien ! Et cependant, tout n'est pas si

LA CONTROVERSE SUR LE PROGRAMME NUCLÉAIRE

• M. Giscard d'Estaing écarte le recours au référendum
• Les manifestants de Creys-Malville demandent l'arrêt de la construction des centrales

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés, sous la pluie, dans la matinée du samedi 30 juillet, autour du site du futur surréacteur de Creys-Malville (Isère), pour exprimer leur opposition au programme nucléaire que M. Giscard d'Estaing vient de justifier. Au cours de sa visite, le 29 juillet, à Pierrelatte, le président de la République a rappelé que le recours au nucléaire était indispensable à l'indépendance nationale. Il a aussi indiqué que la « consultation par référendum, proposée par le parti socialiste, était impossible dans le cadre de la Constitution ».

Morcelé. — La première journée du grand rassemblement antinucléaire de Creys-Malville (Isère) avait commencé sous le signe des contrôles de police. Ce samedi 30 juillet, à l'aube, gardes mobiles et membres des C.R.S. avaient investi les campements où les militants, arrivés dans l'après-midi de vendredi au nombre de trois mille environ, avaient passé la nuit à Montalieu et à Morestel. Les policiers ont contrôlé les identités et fouillé les valises pour s'assurer qu'il n'y avait ni armes, ni explosifs, ni incidents ni arrestations.

Malgré ces tracasseries et la pluie qui noie la campagne, les « comités Malville » ont maintenu les réunions qui devaient avoir lieu samedi en quatre endroits. Les dirigeants locaux du parti socialiste, quant à eux,

Les manifestants prévoient d'organiser, dimanche matin, trois marches pacifiques vers le site du surréacteur dont les accès, après l'interdiction du préfet de l'Isère, sont sévèrement contrôlés par les forces de l'ordre. Le parti socialiste, qui a décidé de ne pas participer au rassemblement, a réuni, samedi, en fin de matinée, une conférence de presse à Courtenay, un village proche de Creys-Malville. M. Mermaz, membre du bureau politique, a rappelé que le P.S. a demandé « la suppression immédiate des travaux de construction de Super-Phénix ».

De notre envoyé spécial
se sont réunis à Courtenay. D'ultimes conversations devaient avoir lieu avec les écologistes, mais on doutait que le P.S. revienne sur sa décision de ne pas participer au cortège de dimanche. La C.F.D.T. a rassemblé ses militants à Morestel dans l'après-midi. Une seule manifestation, non violente, était prévue samedi, à 15 heures, devant le pont de Briord. Ce passage sur le Rhône entre l'Ain et l'Isère a été coupé par des tas de gravier que la police a fait déverser. Les militants antinucléaires de l'Ain, isolés sur la rive droite du Rhône, protestent contre cette fermeture qu'ils estiment abusive. Quoi qu'il arrive à Malville pendant ce week-end, un fait est certain : le grand rassemblement antinucléaire de l'été restera,

au moins pour le Bas-Dauphiné, l'événement de l'année. Depuis vendredi après-midi, rien de bouge sur le chantier de Super-Phénix, cette sorte d'immense gravière qui étale ses 180 hectares au bord du Rhône. Les engins sont partis en convoi, les cent cinquante ouvriers qui ont déjà coulé les fondations du réacteur se sont dispersés et ont rejoint soit le centre d'accueil flamant neuf, édifié pour eux non loin de là, soit leurs caravanes, d'autres encore les villages voisins. Les vingt ingénieurs à qui le président de l'É.D.F., M. Paul Delouvrier, avait rendu visite, sont à leurs bureaux mais n'ont guère le cœur à travailler. Dans les baraquements « nantais » des trinquements de manifestants, dans les tentes des volontaires, dans les baraquements des travailleurs, on voit à la fois de la fatigue et de la détermination.

Autour du chantier, sur 3 000 hectares de bocages coupés de bois et d'étangs entre le Rhône et la nationale 75, les interdictions préfectorales de manifester, de camper, de circuler et de stationner ont fait le vide. Les avant-gardes de la contestation qui, depuis une semaine, par petites équipes, préparent les événements de leurs camarades, ont fait retraite pour ne pas être pris au piège. Seuls les habitants du droit de circuler entre fermes et villages.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 4.)

Remède ou drogue

par PIERRE DROUIN

M. Giscard d'Estaing veut enfoncer dans la tête des Français les trois mots d'indépendance, de sécurité et de responsabilité. Il a taillé gros à Pierrelatte, comme s'il voulait montrer aux manifestants de Creys-Malville qu'un seul a été franchi, qu'il n'est plus question de tergiverser sur Super-Phénix ou de chipoter sur les 40 000 mégawatts du programme nucléaire civil à mettre en œuvre d'ici à 1985 : à défaut la France dépendrait à 85 % de l'étranger pour son approvisionnement énergétique.

Comme la C.G.T., qui a fait passer sur le dos de nos compatriotes la frisson des coupures de courant pour le cas où une politique nucléaire ne serait pas résolument engagée, le président de la République brandit l'épouvantail de la colonisation par les pays pétroliers à l'heure où le pétrole vient de perdre le relais le plus rapidement possible. C'est de bonne guerre. On oppose aux interrogations des écologistes, à leurs « états d'âme », les robustes arguments de la nécessité. Il faudrait une bonne dose d'insouciance pour tourner le dos au

« nucléaire », dans une société industrielle dont la soif d'énergie est de plus en plus grande. Mais voilà où le bât blesse. La France a ralé le virage du pétrole au début du siècle en n'investissant pas à temps où il le fallait comme les Anglais ou les Américains. Tout se passe comme si le gouvernement voulait prendre une revanche en lançant le programme nucléaire civil à mettre en œuvre d'ici à 1985 : à défaut la France dépendrait à 85 % de l'étranger pour son approvisionnement énergétique.

(Lire la suite page 4.)

UNE SÉRIE ETHNOLOGIQUE SUR FR 3

De la hutte au bidonville

L'anthropologie classique a sensibilité l'Occident au drame des cultures en voie d'extinction. Mais cette sensibilité a été rapidement actionnée à donner naissance à l'ethnologie moderne, dotée d'une dimension nouvelle : la politique. L'ethnologie contemporaine n'est plus un disciple de Rousseau, rêvant de l'abolition du lien social, cause de toutes les vicissitudes, mais un militant engagé dans une lutte contre les pouvoirs d'exploitation et d'oppression.

« Le choc des cultures », série de cinq émissions proposées par l'INA, et programmées sur FR 3, s'inscrit dans cette perspective. Exceptionnellement longs pour des documentaires, ces cinq films de quatre-vingt-dix minutes, qui fournissent l'occasion d'une réflexion sur les mécanismes d'intégration culturelle, sont aussi presque tous d'une exceptionnelle qualité.

XAVIER DELCOURT.

(Lire la suite page 11.)

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

Libres opinions

Raison d'État et droit de l'homme

Quatre intellectuels français, MM. Jean-Marie Benoist, philosophe, Ilios Yannakakis, professeur d'histoire sociale à l'université de Lille, Jean-Edern Hallier, écrivain et éditeur, et François de Negroni, sociologue, accompagnés de Bruno Bachelot, journaliste, qui se sont rendus, il y a trois semaines, à Belgrade pour remettre aux diplomates, aux experts et aux journalistes, réunis pour la préparation de la conférence internationale, divers documents relatifs à des cas concrets de violation flagrante des droits de l'homme dans le monde entier (« le Monde » du 9 juillet), ont été interpellés par la police et expulsés du territoire yougoslave.

Au-delà de cet incident, deux des membres de ce groupe, MM. J.-M. Benoist et I. Yannakakis, exposent ci-dessous leur conception des droits de l'homme. MM. J.-E. Hallier et F. de Negroni nous ont fait savoir qu'ils s'associaient à ce texte.

par JEAN-MARIE BENOIST et ILIOS YANNAKAKIS

LENTEMENT, mais sûrement est en train de naître une nouvelle sensibilité de l'opinion publique européenne au problème des droits de l'homme. Perçue encore de manière vague et flottante, ces questions sont porteuses d'un éveil et d'une inquiétude. Comme si l'opinion était lassée du discours politique habituel, des catégories usées où en permanence domine l'économique, l'idéologie, la politique à court terme, ou l'utopie irresponsable. Parole vaine et vide qui ne répond plus aux tragédies de l'histoire.

Aujourd'hui, en effet, monte cette grande vague de répression, issue de territoires qui ne nous sont plus lointains, mais soudain terriblement proches. Elle succède à l'horreur du Chili, à l'effondrement du mythe chinois, à l'atroce déshonneur causé par la victoire au Cambodge, noyé dans le sang de centaines de milliers de personnes, à l'extension du système totalitaire à travers le monde. Elle coïncide avec l'espérance déçue des idéologies. Le Goulag, la voix enfin entendue des dissidents de l'Union soviétique et des pays de l'Est, ne résonnent plus comme l'écho d'un cauchemar invraisemblable, mais d'une réalité précise que l'on avait trop longtemps voulu tenir pour impossible.

Les délégations où se mêlent idéologues mystificateurs volant en éclats, livrant un espace neutre à ces mots qui avaient perdu leur sens : les droits de l'homme. Espace fait d'interrogation et d'espérance.

En Occident, les accords d'Helsinki et la conférence de Belgrade étaient jusqu'à hier perçus comme des événements mineurs, une parmi les multiples activités diplomatiques qui se déroulent dans le monde. Peu nombreux, en effet, ont été ceux qui ont saisi l'importance et l'enjeu de cette « trêve corbelline », considérée naguère comme l'une des péripéties du jeu diplomatique, aujourd'hui découverte verte à la lutte menée sans relâche au péril de leur vie par les centaines de dissidents à l'Est : seuls, ils ont su comprendre que ces accords étaient le moyen d'ouvrir des brèches dans le système totalitaire, d'imposer à leurs gouvernements le plus strict respect de leur signature. Ils ont contribué à l'éveil de cette nouvelle sensibilité aux droits de l'homme.

Par eux, par leur insistance à vouloir prendre à la lettre les accords signés à Helsinki sur la libre circulation des hommes et des idées, la conférence de Belgrade s'est mise brutalement à prendre un autre relief : au-delà de la seule action diplomatique elle devenait devant l'opinion publique l'un des moments collectifs de la lutte pour les droits de l'homme.

Quels sont les enjeux réels de Belgrade ?

D'aucuns se contentent de voir cette conférence comme une simple affaire entre les gouvernements, dissociée de la lutte en faveur des droits de l'homme. D'autres, au contraire, et en particulier les gens de l'Est, sont convaincus qu'à Belgrade se joue leur propre sort en un moment historique précis, daté, où le fin d'un règne dramatisé un basculement possible. Belgrade est un point de catastrophe.

Or Belgrade se refuse aujourd'hui à recueillir les voix de ceux qui luttent pour que les accords d'Helsinki leur permettent d'arracher un peu de liberté : la diplomatie, tant occidentale que soviétique, confinée au silence calefourné des couloirs, décide que rien ne doit déranger la vieille règle du secret. Devant les ardeurs d'experts, l'opinion publique n'a pas droit à la parole. Deux tendances sont aux prises à Belgrade : l'une, dont l'intérêt de grande puissance consiste à éviter que soit fait le bilan des deux années qui se sont écoulées depuis la signature d'Helsinki, prête à voir le débat porter sur un avenir vague pour éviter un passé et un présent plus qu'embarrassant ; rendre l'histoire oubliée de ses victimes, telle est sa maxime. La diplomatie occidentale, de son côté, s'efforce à trouver des compromis afin que la conférence de Belgrade ne manifeste pas des exigences propres à détériorer les enjeux économiques et politiques qu'elle comporte par ailleurs, tout en lui offrant l'occasion, aux yeux de son opinion publique, d'effleurer la question des droits de l'homme, à qu'il on donnerait un traitement symboliquement distinct.

Quant à la diplomatie de Jimmy Carter, il nous semble qu'en matière de droits de l'homme elle se cherche encore.

Dans cette phase de procédure, un sophisme travaille : d'une part, l'on tend à minimiser l'importance de la procédure de dérapage en nous laissant attendre pour l'automne le moment solennel et central de la conférence ; d'autre part, on fait l'aveu que finalement, en leur moment même, les experts réunis à Belgrade, ces soutiens anonymes de la diplomatie, préparent, dès aujourd'hui, le cadre fixe et figé dans lequel se déroulera la session solennelle de l'automne. Et que ce cadre est déjà déterminant.

Et ce n'est pas un hasard si tout est mis en œuvre aujourd'hui pour que la voix de l'opinion publique ne puisse se faire entendre. Et ce n'est pas un hasard si, dans le silence de la procédure, en Union soviétique et dans les pays de l'Est, une nouvelle lame de fond de persécution et d'arrestations quotidiennes se lève. Les procès qui se préparent en Union soviétique, c'est dans la torpeur de l'été et dans le silence d'une conférence procédurière qu'ils se trament.

Il fallait, dans cette phase prétendument insignifiante, alors qu'elle est surchargée de sens, de menaces et de sous-entendus, apporter la voix de ceux qui ne peuvent se faire entendre. C'est tout le sens du voyage de quatre intellectuels à Belgrade, soutenus par des écrivains représentatifs d'autres pays d'Europe de l'Ouest : Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Belgique.

Leur but consistait à mener une action d'interpellation des délégations et de la presse à Belgrade : une action sérieuse, légale, sachant éviter toute démonstration tapageuse et inefficace. De prendre contact avec le plus de délégués diplomatiques possible, afin de leur remettre les documents qui parlent de la répression qui s'abat précisément sur ceux qui luttent pour que les clauses d'Helsinki concernant les droits de l'homme soient respectées par les pays signataires.

Peu importe alors que ces intellectuels aient été arrêtés, interpellés, expulsés par la police yougoslave. Leur objectif a été atteint : les documents ont pu être transmis, la raison d'État a pu être dénoncée par les droits de l'homme. Perspicace, l'agence officielle de presse yougoslave Tanyoug a eu le mérite de reconnaître le lieu où nous nous situons : « Ils se présentaient comme champions des droits de l'homme, comme s'ils n'avaient pas confiance dans les représentants officiels ». D'autres viendront, suscitant à leur tour le même aveu, car porteurs du cri des hommes concrets qui souffrent.

L'ESPAGNE PROPOSE UN « PROJET DE SOLUTIONS AUX QUESTIONS NON RÉSOLUES »

(De notre correspondant.)

Belgrade. — La conférence préparatoire à la coopération et la sécurité en Europe dépassera très probablement l'échéance du 31 juillet que les participants s'étaient tacitement fixée. Entrées dans leur septième semaine, les discussions butent toujours sur le même obstacle : la durée de la conférence principale (C.C.C.E. 2) qui doit se réunir à l'automne. Les Soviétiques veulent lui fixer un terme alors que les Occidentaux souhaitent la prolonger jusqu'à ce qu'accord s'enlève.

Un comité de coordination à quinze (baptisé « comité de soutien ») s'est réuni pendant trois jours sans succès. C'est alors que le représentant de l'Espagne, présenté, vendredi après-midi 29 juillet, en séance plénière, un projet de solutions aux questions non résolues. Il s'agit de fixer une date précise de clôture de la conférence principale. Celle-ci prendrait fin à « la mi-février », mais après avoir adopté un document et fixé un nouveau rendez-vous. Nul n'a rejeté explicitement cette proposition, mais la plupart des orateurs ont exprimé des réserves qui sont semblées plus prononcées à l'Ouest qu'à l'Est. On pense que plusieurs délégations, surtout celles des pays de l'Est, devront attendre des instructions de leur gouvernement avant de se prononcer définitivement. En tout cas, si, en partant du document espagnol, l'accord est révisé possible dans les deux ou trois jours, la conférence préparatoire risque de s'ajourner à septembre.

PAUL YANKOVITCH.

La candidature de Madrid à la C.E.E.

LES INTÉRÊTS FRANÇAIS SERONT « FERMEMENT DÉFENDUS »

Interrogé sur la candidature de l'Espagne à la Communauté européenne, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré, le vendredi 29 juillet :

« La place de l'Espagne est en Europe. La France se réjouit de ce que ce pays ait pris une voie nouvelle qui lui permette d'apporter à l'Europe une contribution qui peut être d'un très grand bénéfice pour les Européens. Elle comprend et soutient la vocation européenne de l'Espagne. »

« La candidature de l'Espagne sera examinée par les instances communautaires. Chacun sait qu'elle pose des problèmes nombreux et compliqués en ce qui concerne la protection des intérêts des agriculteurs et autres secteurs de l'économie. L'adaptation des mécanismes communautaires à la situation nouvelle qui résulterait de l'adhésion. Le gouvernement vient d'ailleurs de faire des propositions à Bruxelles sur la protection de l'agriculture méditerranéenne. Dans tous ces domaines, nul ne peut imaginer que les intérêts de la France ne seront pas fermement défendus. »

● RECTIFICATIF. — Un passage a été déformé dans l'article consacré à la situation économique en Espagne (le Monde du 29 juillet). Il fallait lire dans le dernier paragraphe : « Si c'est l'équipe au pouvoir, ne réussit pas à diminuer les importations et à relancer les exportations, elle risque de compromettre sérieusement son crédit à l'étranger. » Et non : « La dévaluation risque d'entraîner sérieusement son crédit à l'étranger. »

● La visite de M. Barre à Washington aura lieu les 15 et 16 septembre, annonce un communiqué du premier ministre.

● Au cours de sa conférence de presse, vendredi 29 juillet, le secrétaire d'État américain, M. Vance, a annoncé qu'il renoncera à son collègue soviétique, M. Gromyko, à Vienne, du 7 au 9 septembre. Les conversations feront suite à celles que les deux ministres ont eues à Genève en mai et porteront principalement sur la limitation des armements stratégiques (SALT). M. Vance a également annoncé qu'une « section des intérêts américains », formée de diplomates, serait installée à La Havane le 1^{er} septembre. Une « section des intérêts cubains » ouvrira à la même date à Washington. Cuba et les États-Unis n'ont pas de relations diplomatiques depuis l'installation du régime castriste. — (A.F.P.)

● Deux négociations de Genève sont ajournées au 3 octobre : les pourparlers anglo-soviétiques sur l'interdiction totale des essais atomiques et la session du comité de l'ONU sur le désarmement. Le comité s'a réuni, à la suite d'un projet notable sur les questions les plus importantes, a déclaré, jeudi 28 juillet, à l'issue de la dernière séance, le délégué yougoslave, M. Lalovic. — (A.F.P.)

EUROPE

Grande-Bretagne

Des « plombiers » dans la résidence du premier ministre ?

De notre correspondant

Londres. — De façon assez surprenante, nombre d'Anglais rêvent de découvrir dans leur propre pays une affaire comparable à celle du Watergate : les indiscrétions de Sir Harold Wilson leur fournissent depuis quelque temps déjà plusieurs raisons d'espérer. Dernier épisode, le Daily Express, sous la signature de Chapman Pincher, spécialiste des services secrets, a annoncé le vendredi 29 juillet que le prédecesseur de M. Callaghan avait été l'objet, à Downing Street, d'écoutes électroniques : les responsables de la sécurité soupçonnaient l'existence d'une cellule communiste à la résidence du premier ministre.

L'affirmation que Downing Street avait été truffée de micros paraît d'autant plus invraisemblable que le premier ministre est

à la tête des services secrets. Néanmoins, ces derniers mois, Sir Harold a laissé entendre, dans diverses interviews sans jamais être trop précis, — que son gouvernement avait pu être l'objet d'actions hostiles de la part des services sud-africains, que lui-même avait pu être espionné par la C.I.A. et que les responsables britanniques de la sécurité se seraient comportés de façon curieuse à son égard.

L'ancien premier ministre s'est toujours cru victime de « conspirations » au sein du cabinet, du Labour Party, du Parlement et de la presse. Personne n'est donc surpris d'apprendre que cette mé-

fiance s'étendait aux services secrets.

Vendredi, aux Communes, M. Callaghan s'est contenté de dire que les attaques contre les services secrets lui paraissent « dépourvues de substance ». L'ancien premier ministre est satisfait « de ce qui se passe à Downing Street ». Au nom des conservateurs, Mme Thatcher a évidemment exploité cette situation, laissant entendre que Sir Harold avait violé la loi sur les « secrets officiels » en parlant de l'activité des services de renseignements dont il était responsable. Quant à Sir Harold Wilson, il a, d'une façon assez inhabituelle, refusé de répondre aux questions des journalistes.

JEAN WETZ.

Italie

Une commission parlementaire a exploré « la jungle des revenus »

De notre correspondant

Rome. — Présentant ses conclusions après onze mois d'enquête, une commission parlementaire italienne vient de relancer la polémique sur les revenus. On désigne par ce terme les fortes disparités de traitements entre des salariés d'une même entreprise et d'une même branche, surtout dans le secteur public. C'est un vieux débat, qui va pouvoir se fonder, pour la première fois, sur des chiffres officiels : les quatre-vingt-cinq pages du rapport fournissent en effet, de tableaux qui donnent une image satisfaisante des injustices et des incohérences de l'administration, des banques, de l'industrie, de la presse.

Un employé de première catégorie des transports municipaux à Turin a, par exemple, un salaire brut de 5 millions de lires par an (1). Son collègue de Milan, qui fait le même travail avec la même qualification, a droit lui, à 15 millions de lires. C'est-à-dire davantage qu'un professeur d'université, lequel aurait tout intérêt à se faire embaucher à la Chambre ou au Sénat comme archiviste (de 10 à 25 millions de lires) en visant le secrétariat général (60 millions de lires). Mais c'est la Banque nationale de l'agriculture qu'il aurait encore le plus de chances de faire fortune puisque le traitement annuel d'un directeur général peut y atteindre 130 millions de lires. On notera au passage que si le directeur du quotidien romain Il Messaggero touche 38 millions de lires par an, celui de la Nazionale, à Florence, reçoit 78 millions de lires, soit qua-

torze fois le tarif conventionnel d'un rédacteur en début de carrière.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les dirigeants du secteur privé gagnent 20 à 30 % de moins que leurs collègues des entreprises publiques. La commission parlementaire a constaté — surtout dans l'administration — que les traitements ne correspondent ni à la productivité ni à l'efficacité de leurs bénéficiaires. Le secteur privé est plus cohérent et plus uniforme que le secteur public où règne toute une série de privilèges, car les disparités proviennent moins des salaires de base que de toutes les primes qui s'y ajoutent. Il est évident que des traitements trop élevés, injustifiés, en contraste avec la situation économique du pays. En matière de rétrocession, le secteur privé est en grande anarchie. Les pensions dépendent de la catégorie professionnelle et non du travail effectué.

Les vingt-deux députés et sénateurs membres de la commission d'enquête n'apportent leurs critiques ni à l'Etat et aux collectivités locales, ni aux patrons et aux syndicates. Les maîtres mot est « uniformisation ». On en reparlera aussitôt après les vacances. Il est toutefois prévisible qu'aucune négociation de rétrocession ne sera l'avenir sans référence à ce rapport, lequel mérite bien l'appellation qu'on lui a donnée : une bombe à retardement.

ROBERT SOLÉ.

(1) 1 000 lires valent 5,45 F.

Danemark

LE PREMIER MINISTRE SE REND AU GROENLAND

(De notre correspondant.)

Copenhague. — M. Anker Joergensen, chef du gouvernement danois, passera, à partir du 1^{er} août, douze jours au Groenland, où il ne s'était jamais rendu auparavant. L'opposition reproche au premier ministre de s'absentier de Copenhague au moment où les différentes formations politiques mènent des pourparlers pour élaborer des mesures économiques urgentes et draconiennes. Une session économique du Parlement devra, à partir du 23 août, les examiner rapidement.

Mais M. Joergensen a refusé de renoncer à ce voyage, auquel il attache, non sans raison, une grande importance. Lors de sa session régulière d'automne, la Chambre devra mettre au point une loi organique qui changera profondément le statut actuel du Groenland, en accordant à cette lointaine province du royaume du Danemark une assez large autonomie interne. Ce projet, en chantier depuis deux ans, a déjà donné lieu à bien des tiraillements. Il est donc tout à fait normal que le premier ministre veuille prendre sur place la température.

Le pétrole

M. Joergensen aura, de surcroît, l'occasion de s'informer des résultats des premiers forages extra-pris par les groupes pétroliers étrangers et danois au large de la côte occidentale groenlandaise. Un résultat positif serait important pour cette région, jusqu'ici extrêmement pauvre. Les seuls revenus, qui vont diminuant, proviennent de la pêche. Des subventions importantes du gouvernement central sont nécessaires pour assurer des conditions de vie décentes à la population. Aussi attend-on avec impatience, à Copenhague, de savoir s'il y a ou non du pétrole dans cette région.

CAMILLE OLSEN.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● LE GENERAL WILLIAM JOHN EVANS (Etats-Unis) a pris, vendredi 29 juillet, à Bonn, dans l'après-midi, le commandement du quartier général des forces armées alliées du Centre Europe (A.A.C.E.), regroupant six nations. Il remplace à ce poste le général H. Ellis, nommé commandant en chef de l'aviation stratégique aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

Chili

● SANTIAGO A SOLICITE DE LA BID (Banque Interaméricaine pour le développement) un prêt d'un montant de 175 millions de dollars pour terminer la construction de deux centrales hydro-électriques, apprend-on le 11 juillet au Chili. — (A.F.P.)

Chine

● M. HSIAO HAN A ETE NOMME MINISTRE DE L'INDUSTRIE CHARBONNIERE en remplacement de M. Hsu Chin-chiang, décédé en juillet 1976. M. Hsiao était vice-ministre dans le même ministère depuis octobre 1976. — (A.F.P.)

Espagne

● M. JAVIER LARENA, l'un des dix présidents politiques basques libérés au mois de mai et envoyés en exil en Belgique, a été arrêté vendredi 29 juillet à Bilbao. Les neuf autres, qui avaient également regagné l'Espagne, ont assisté vendredi soir, à Saint-Sébastien, à une manifestation à la mémoire de « Pertur », un dirigeant de l'ETA disparu depuis plus d'un an. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● M. BENJAMIN HOOKS, membre de la Commission fédérale des communications (F.C.C.), a été élu le 28 juillet président de l'Association américaine pour le progrès des gens de couleur (N.A.A.C.P.). M. Hooks remplace M. Roy Wilkins, en fonction depuis vingt-deux ans. — (U.P.I.)

Portugal

● UN RESSORTISSANT FRANÇAIS, Daniel Garcia, a été condamné vendredi 29 juillet par un tribunal militaire de Coimbra à une peine de prison de cinq ans et une amende de 12 000 escudos pour appartenance à une association de malfaiteurs et possession d'explosifs. Trois militants d'extrême gauche, de nationalité portugaise, ont été condamnés à des peines de prison. — (Reuter.)

République démocratique allemande

● LE GOUVERNEMENT OUEST-ALLEMAND a protesté, vendredi 29 juillet, à Berlin, contre la mise en place unilatérale par la R.D.A. de cinq balises sur l'Elbe, à hauteur de Dammtor, en raison du danger qu'elles présentent pour la navigation. Elles seront enlevées, « en fonctionnaires ayant mal compris la situation concernant le balisage ». La délimitation de la frontière le long de l'Elbe fait l'objet de vives discussions entre les deux Etats depuis plusieurs années. Bonn se fonde sur le protocole interallié de Londres (septembre 1944) pour demander

que la frontière soit la rive est de l'Elbe. La R.D.A. considère pour sa part que la frontière doit se trouver au milieu du fleuve. — (A.F.P.)

Namibie

● LE GENERAL SUD-AFRICAIN GELDENHUYS a été désigné, vendredi 29 juillet, par les autorités de son pays pour mettre sur pied une « armée indépendante » en Namibie, a annoncé le ministre de la défense de Pretoria, M. Piet Botha. — (A.F.P.)

Rhodésie

● LA RECRUESCENCE DE LA GUERRILLA a contraint le gouvernement de Salisbury à fermer, depuis le début de l'année, trois écoles primaires et neuf écoles secondaires, privant ainsi quarante-deux mille enfants d'éducation et mille deux cents instituteurs de leur emploi, a révélé, vendredi 29 juillet, le ministre rhodésien de l'éducation, M. Walker. — (A.P.)

Soudan

● LE PRESIDENT NEMERY a annoncé, vendredi 29 juillet, son intention d'« amnistier tous les dissidents soudanais en exil et à l'intérieur du pays », dans le but de « rétablir l'unité nationale ». — (A.F.P.)

Suède

● LE PIRATE DE L'AIR SOVIETIQUE VASSILI SOSENOVSKI, qui avait détourné le 26 mai dernier un avion des lignes intérieures soviétiques sur Stockholm, a été condamné, mercredi 4 août, à quatre ans de prison par un tribunal suédois. — (A.F.P.)

مكة امين الاول

AFRIQUE

République Sud-Africaine

APRÈS LA MORT D'UNE ÉTUDIANTE L'atmosphère est de nouveau tendue à Soweto

Johannesburg. — L'atmosphère est de nouveau tendue à Soweto, l'immense cité africaine de la banlieue de Johannesburg, où une lycéenne de dix-neuf ans a été tuée (et non pas deux femmes, contrairement à ce qu'il avait été annoncé initialement nos dernières éditions du 30 juillet), vendredi 29 juillet, par la police, dans la cour de son école. Environ deux cents élèves du lycée d'Orlando refusaient d'aller en classe et tenaient un meeting dans l'enceinte de leur établissement, peu avant midi, quand la police a jugé bon d'intervenir. L'acharnement des chiens et chargeant jusque dans les salles de classe et les toilettes, elle a déclenché une véritable panique. Plusieurs jeunes ont été blessés en se précipitant à travers les fenêtres souvent closes et en se jetant du premier étage.

De notre correspondante

possible par l'intermédiaire de la police de Soweto, un des hommes recevant des lettres alors qu'il s'apprêtait à décrocher des papiers, aurait été « contraint de se déguiser » en tirant des coups de feu, tuant une lycéenne de dix-neuf ans d'une balle dans la tête. Pour de nombreux témoins, lycéens et professeurs, le policier n'était aucunement menacé quand il visa un groupe de jeunes lycéens.

réunis en un « comité des dix », se proposaient en effet de présenter dimanche aux habitants du « Township » leur plan visant à faire de la cité une « ville autonome » (le Monde du 29 juillet).

À Atteridgeville et Sansville, cités de la banlieue de Pretoria, le mouvement de grève des lycéens contre le système d'éducation séparé déclenché lundi dernier se poursuit.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Quand l'apartheid entrave le commerce...

De notre correspondante

Johannesburg. — Si le gouvernement sud-africain désire ordonner une bourgeoisie africaine, ce vœu a des limites bien précises : une chaîne de grands magasins, qui souhaitait former des directeurs noirs pour ses centres situés en zone dite « blanche », vient de se heurter à un refus de la part du ministère de l'administration bantou.

plus les hommes d'affaires que, dans ce cas précis, les Africains, que la chaîne Truworth souhaitait former, devaient être placés dans des centres à clientèle essentiellement noire. Or Truworth éprouve une extrême difficulté à recruter des directeurs blancs pour ces établissements.

PROCHE-ORIENT

LE VOYAGE DE M. VANCE

(Suite de la première page.)

Il est, dès lors, probable que l'absence d'un accord, à l'issue de la tournée de M. Vance, sera présentée non comme un échec, mais comme l'issue normale d'une première phase de consultations qui serait suivie par une autre.

Après avoir fait abstraction, dans sa conférence de presse, du « plan Begin », tant sur le fond que sur la manière de procéder, M. Cyrus Vance a rendu hommage au premier ministre israélien en qualifiant de « positive » sa proposition d'installer des observateurs de l'ONU au Sud-Liban dans la zone proche de l'État juif.

Sur ce point, toutefois, un accord paraît difficile. L'O.L.P., soutenue par la Syrie et d'autres pays arabes, s'oppose à une mesure susceptible d'empêcher les fedayin de poursuivre leurs activités de guérilla. Tout indique en effet que les organisations pour exercer une pression sur le gouvernement Begin, d'intensifier leurs coups de main sur les frontières comme à l'intérieur d'Israël. — E. R.

Egypte

LA REVUE MARXISTE
« AL-TALIA »
DE NOUVEAU INTERDITE

(De notre correspondant.)

Le Caire. — La décision d'un tribunal égyptien, le 14 juillet dernier, autorisant la réimpression de la revue marxiste « Al-Talia », chef du mensuel marxiste « Al-Talia », M. Lotfi El-Kholi, a recommencé à publier sa revue, en attendant un jugement définitif à l'automne, avait redonné espoir aux Égyptiens de toutes tendances favorables à une réelle libération de leur presse (le Monde du 14 juillet).

Leur satisfaction aura été de courte durée. Le 20 juillet un arrêt de la formation judiciaire, en effet, a annoncé que le groupe éditorial de presse « Al-Talia », qui éditait entre autres le quotidien de ce nom et « Al-Talia » avait décidé de renouer avec la publication du droit de paraître qu'il lui accordait depuis 1965.

Cette mesure aurait été arrêtée le 25 juin dernier. En fait il semble qu'il s'agit plutôt d'une décision rendue le 14 juillet permettant à « Al-Talia » de reprendre sa publication. La cessation de publication d'un organe de presse devant en principe, selon la loi égyptienne, être décidée d'un commun accord par son directeur, en l'occurrence celui d'« Al-Talia », et par son rédacteur en chef, M. El-Kholi, ce dernier va saisir à nouveau la justice. La « bataille d'« Al-Talia », unique dans les annales de la presse égyptienne moderne, va donc se poursuivre. — J.-P. F.-H.

RECTIFICATIF

Dans l'article de notre correspondant au Caire sur les intégristes palestiniens (le Monde du 27 juillet), une erreur de ponctuation a déformé le sens d'un paragraphe. Il portait : « La section égyptienne du mouvement Al-Fatih Al-Islami, créée par le Palestinien Salah Souwayra. » C'est depuis l'existence de ce dernier que les mouvements ont pu avoir d'activité en Égypte.

Les autorités israéliennes ont ouvert une enquête sur le cas de cinq prisonniers arabes de la prison de Naplouse, en Cisjordanie, accusés d'avoir torturé des codétenus soupçonnés d'avoir livré au cours d'interrogatoires des informations sur la résistance arabe. (Reuters.)

Ethiopie

Les maquisards de l'Ogaden revendiquent d'importants succès militaires

De violents combats se poursuivent dans la région éthiopienne de l'Ogaden. Toutes les parties concernées par le conflit — Addis-Abeba, Mogadiscio et le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) — se livrent, à ce propos, à une surenchère de communiqués.

A l'ambassade somalienne à Londres, le F.L.S.O. a annoncé, vendredi 29 juillet, qu'au cours des deux derniers mois, mis hors de combat cinq mille deux cents cinquante soldats éthiopiens, trente-deux chars, et récupérés de nombreuses quantités d'armes et de munitions. A en croire ces chiffres, manifestement excessifs, le Front aurait, en quelques semaines, anéanti près de la moitié de l'aviation éthiopienne, plus de la moitié de ses blindés, et un dixième de l'armée régulière.

Le Front assure par ailleurs avoir déjà hissé son drapeau sur « soixante-cinq villes et villages » des provinces de Bale, Sidamo et Hararge. A ce sujet, l'agence de presse somalienne Soma indique que « des festivités ont été organisées pendant trois jours dans les villes de Godey, Warder, Kube-Delale, et dans d'autres localités libérées par le Front ». Selon l'agence, les habitants ont célébré l'événement aux cris de « La Somalie occidentale est libérée » et « Le régime Mengistu est vaincu ».

Bien qu'elle ait admis que la « plus grande partie » de la région était désormais contrôlée par les maquisards du F.L.S.O., l'Éthiopie ne reconnaît pas la chute des villes mentionnées. L'agence éthiopienne de presse a annoncé vendredi que l'aviation gouvernementale a abattu un Mig-21 somalien, ce qui, selon Addis-Abeba, porta à dix le nombre d'avions de combat perdus par

AUX NATIONS UNIES

La Somalie a adressé une note à tous les États membres, accusant l'Éthiopie de vouloir perpétrer une agression contre son pays, et de mener, à cette fin, une « campagne de destruction et de génocide ».

À NAIROBI, plusieurs parlementaires kenyans ont demandé au gouvernement de rompre les relations avec la Somalie et de renforcer les contingents militaires aux frontières. Ils ont aussi exprimé leur inquiétude quant au renforcement du potentiel militaire de trois des pays voisins du Kenya, la Somalie, l'Éthiopie et l'Ouganda. (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters.)

LA CONTROVERSE

Du remède à la drogue

(Suite de la 1^{re} page.)

Parce qu'on aura fait des surrogates et qu'on les fera mieux que les autres, il faudra en faire de plus en plus. Raisonnablement typique du technicien tellement « drogué » par son invention qu'il lui faut la poursuivre et la raffiner sans se préoccuper de l'endroit où elle mène. La héros des Pont de la rivière Kwai n'est pas loin.

Il est vrai que la sécurité dans les centrales atomiques qui fonctionnent déjà sur notre sol est très grande. M. Giscard d'Estaing ne s'est pas privé d'un bel effet en rappelant que, depuis 1959, il ne s'y est pas produit un seul accident, alors que mille deux cents minuscules sont morts dans les pots de charbon. Sur le chapitre des déchets radio-actifs, en revanche, il est resté muet.

Que la France fasse preuve aujourd'hui d'un grand sens des responsabilités en décidant de ne plus vendre à l'étranger d'installa-

tions sensibles, c'est-à-dire d'usines de retraitement susceptibles de fournir du combustible utilisable à des fins militaires, voilà une confirmation à laquelle M. Carter ne sera pas seul à applaudir. Dans ce domaine, la considération du péril de l'humanité et des risques de prolifération des bombes atomiques l'a emporté sur le désir de remplir l'escarcelle à devises. Ce n'est pas si courant.

Comment mieux associer les citoyens aux choix fondamentaux d'aujourd'hui ? La Constitution ne permet pas de référendum sur ce sujet, a rappelé M. Giscard d'Estaing et, au reste, cette procédure ne serait sans doute pas la mieux appropriée.

La France a déjà été saisie du programme nucléaire, mais n'a pas pu vraiment aller au fond de la question. Il faudrait toucher plus directement le public en provoquant des débats avec les experts, notamment au niveau des collectivités locales (et pas seulement sur les sites choisis, mais aussi au niveau

européen puisque aussi bien les frontières n'arrêteraient pas la diffusion de ce genre de problèmes.

Qu'on se rappelle la présence des associations en Allemagne fédérale, de celle de Wyhl, où des juges ont interdit la construction des réacteurs parce que les mesures de sécurité prévues ne correspondaient pas à « l'état de la science et de la technique ».

Sait-on que de ce fait, la R.F.A., qui avait prévu, pour 1985, une quarantaine de centrales atomiques d'une puissance totale de 60 000 mégawatts (soit 10 000 de plus que dans le programme français), se retrouvera peut-être avec une capacité installée d'environ 20 000 mégawatts seulement ?

La Commission du Marché commun a décidé, en juin dernier, devant l'ampleur du phénomène, de tenir, en octobre prochain, des « Nuclear hearings », c'est-à-dire des auditions publiques pour informer l'opinion, assurer la participation de la Communauté aux débats sur l'énergie nucléaire et aider à définir les « secteurs prioritaires » de recherche. Initiative intéressante et qui pourrait avoir une orchestration plus ample au moment de la campagne pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

C'est en toute lucidité que des décisions aussi graves que la multiplication des centrales nucléaires doivent être prises, en plein accord avec les citoyens, qui n'ont aucune envie de retourner à l'âge de la pierre, mais qui aimeraient savoir jusqu'où l'on cherche vraiment à concilier la « nouvelle croissance » et les programmes nucléaires afin d'éviter ce que M. Giscard d'Estaing appelle, dans *Démocratie française*, « la rétrogression de l'espèce ».

PIERRE DROUIN.

LES MANIFESTANTS RÉCLAMENT L'ARRÊT DE LA CONSTRUCTION DES CENTRALES

(Suite de la première page.)

Il se sont rassemblés dans quatre campements disposés en arc de cercle autour de la zone interdite : Montalieu, Polyeiron, Courtenay et Morestel. Les plus rapprochés de Polyeiron, est à 6 kilomètres des barbelés de Super-Phénix. Sous le crachin, on a monté les tentes, allumés les feux, et tout de suite, les manifestants ont commencé à s'écarter à dos, la fête a commencé.

À Morestel, Allemands, Belges, Italiens et Suisses ont formé des bandes. Les jeunes Allemands ont publié un communiqué protestant contre les déclarations du préfet de l'Isère qui, jeudi, avait annoncé leur arrivée en les qualifiant de « extrémistes bien entraînés et bien organisés ».

« Nous ne sommes pas des commandos paramilitaires », ont répondu les Allemands. « Nous sommes des citoyens allemands. Nous nous sommes ici pour soutenir la population de l'Isère contre Super-Phénix ».

De son côté, la Coordination des comités Malville, « rassemblement au cours de la journée de samedi, des forums de réflexion seraient organisés dans les quatre points de rassemblement. Une manifestation des amis de l'Isère aura lieu devant le pont de Bior, qui fait communiquer ce département avec l'Isère, pour protester contre la fermeture. Dimanche, quatre cortèges partiront, à partir de 7 heures, de se diriger vers le chantier. La démonstration, disent les organisateurs, doit être massive et pacifique. « Non au grand soir, non aux martyrs », reste le mot d'ordre.

Le reste, des maires et des conseillers municipaux membres du Front de libération de la République, ont tenu une conférence de presse pour leur opposition au surrégénérateur, pour l'empêcher la manifestation de la centrale de Malville, en cas de pépin, a annoncé dit M. Henri Feuillet, maire de Vasselin et président de l'association des élus comités Malville.

Cette association, qui s'est constituée au mois de mai dernier, compte déjà deux cents adhérents, dont une vingtaine de maires et un conseiller général. Ses membres sont des élus des communes de l'Isère, de l'Ain et de la Savoie. C'est à dire que l'opposition à Super-Phénix n'est pas d'origine locale, un phénomène importé.

Une centaine d'habitants vivant à proximité du site participent aux comités Malville qui ont préparé le grand rassemblement. Le plupart ne s'étaient pas émus de la construction de la centrale de Bugey, à 12 kilomètres à l'ouest de leur canton. C'est l'affaire du surrégénérateur qui a modifié leur attitude.

Il ne sont qu'une poignée parmi les cent soixante-quinze

Des noyaux de résistance à l'occupation policière. En réponse aux déclarations préfectorales d'interdire les manifestations sur le site, la coordination des comités Malville indique dans un communiqué qu'elle ne saurait être question d'accepter des arrêtés préfectoraux qui nient les droits élémentaires et fondamentaux de rassemblement et de manifestation. « Des manifestations », en accord avec la coordination, ont donc décidé de créer des noyaux de résistance à l'occupation policière dans les villages de la zone interdite.

Drôme : Les médecins et le nucléaire. — Un « groupe médical » réunit plusieurs médecins du département vient de se constituer à Romans (Drôme). Créé à la suite de la fuite d'hexafluorure d'uranium survenue le 1^{er} juillet à l'usine Comarbec de Pierrelatte, ce groupe demande que lui soient communiqués les résultats des contrôles médicaux effectués sur le personnel et se propose de mener des recherches.

Le chef de l'État se prononce contre une procédure référendaire

M. Valéry Giscard d'Estaing

avait insisté à maintes reprises, depuis son installation à l'Élysée, sur sa détermination d'assurer son rôle de « gardien » des institutions. Ainsi, par exemple, avait-il déclaré le 8 juillet à Carpentras, dans le Vaucluse, en toutes circonstances, à ce que la Constitution de la France soit respectée.

Il n'est donc nullement surprenant que le président de la République ait répondu, vendredi à Pierrelatte, l'idée d'un référendum sur la politique nucléaire. « Je ne puis, en toutes circonstances, à ce que la Constitution de la France soit respectée », a-t-il déclaré.

Il est donc nullement surprenant que le président de la République ait répondu, vendredi à Pierrelatte, l'idée d'un référendum sur la politique nucléaire. « Je ne puis, en toutes circonstances, à ce que la Constitution de la France soit respectée », a-t-il déclaré.

« Il existe une Constitution française. Cette Constitution prévoit l'usage du référendum dans un certain nombre de cas précis. Ces cas ne comportent pas des questions de cette nature. Il existe par ailleurs des institutions représentatives en France, et notamment un Parlement. Un Parlement qui est par faitement représentatif de la France. Le référendum n'est pas une bonne méthode quand il conduit à un choix clair sur une question bien posée et à condition que les Français disposent d'une information complète. »

Peu après, M. Grenet, membre du bureau politique du P.C.F., tenait sur les antennes de France-Inter un tout autre langage. « Le référendum peut être utilisé à un moment donné, sur certaines questions, pour consulter les Français, comme un instrument de la démocratie. Mais, comme Georges Marchais l'a dit, l'essentiel est que les trois parties déléguées choisissent leurs positions sur la politique de défense. En mars 1976, le peuple français va être consulté sur cette question, car le programme commun est l'ensemble d'une politique qui est commune aux trois parties de gauche. »

Vote référendaire ou vote électoral et parlementaire ? C'est l'une des divergences que MM. Bérégovoy, Pflieger et Laniel auront à trancher d'« évaluer » avant que MM. Marchais, Marchais et Fabre ne se réunissent « au sommet » le 14, le 15 ou le 16 septembre.

RAYMOND BARRILLON.

Le programme commun et le réseau NADGE

Les experts des trois partis de gauche qui ont été chargés de la défense ont examiné en particulier les relations établies entre le système de détection de l'armée de l'air française et ceux des autres pays membres de l'O.T.A.N. Deux stations de radar, situées à Doullens (Somme) et à Drachenbrunn (Bas-Rhin), échangent leurs données avec celles qu'envoient les stations du réseau NADGE (Nato Air Defence Ground Environment) réparties en arc de cercle de la Norvège à la Turquie.

Ces relations avaient été citées par le général de Gaulle, après le départ de la France de l'Organisation militaire de l'O.T.A.N., comme un modèle de coopération excluant toute intégration. Les pays qui échangent les informa-

tions que leur fournissent leurs systèmes de détection restent, en effet, libres de l'usage qu'ils en font.

Toutefois, soupçonneux à l'égard de ce qui pourrait être le germe d'une intégration européenne de la défense, le parti communiste a attiré l'attention de ses partisans sur les relations du système français et du réseau NADGE. Les trois délégations chargées de l'actualisation du programme commun se sont entendues pour préciser que le système de détection français serait renforcé, comme le prévoit d'ailleurs la loi de programmation militaire, et qu'ainsi la France, tout en restant dans le réseau NADGE, ne risquerait pas de devenir dépendante de ses alliés pour sa protection aérienne.

CUR - POLITIQUE
la visite de M. Giscard

Il n'y a pas d'autre
pour le développement

Les commentaires d

LES PROX
DU JOUR

مكتبة ابن خلدون

LA CONTROVERSE SUR LA POLITIQUE NUCLÉAIRE

mode à la drogue

Le chef de l'Etat, accompagné de M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et de M. André Giraud, administrateur général délégué du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), est arrivé à 14 h 30 sur le site de Pierrelatte, venant par hélicoptère de la base militaire d'Orange. Il a été notamment accueilli par M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, et Georges Basse, président du directoire d'Eurodif et directeur général de la Compagnie générale des matières premières (COGEMA).

L'ARRÊT DES CENTRALES

Le chef de l'Etat, accompagné de M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et de M. André Giraud, administrateur général délégué du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), est arrivé à 14 h 30 sur le site de Pierrelatte, venant par hélicoptère de la base militaire d'Orange. Il a été notamment accueilli par M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, et Georges Basse, président du directoire d'Eurodif et directeur général de la Compagnie générale des matières premières (COGEMA).

MARC AMBROISE-RENDU.

Le chef de l'Etat se prononce sur une procédure référendaire

Le chef de l'Etat, accompagné de M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et de M. André Giraud, administrateur général délégué du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), est arrivé à 14 h 30 sur le site de Pierrelatte, venant par hélicoptère de la base militaire d'Orange. Il a été notamment accueilli par M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, et Georges Basse, président du directoire d'Eurodif et directeur général de la Compagnie générale des matières premières (COGEMA).

programme commun et le réseau NADG

Le chef de l'Etat, accompagné de M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et de M. André Giraud, administrateur général délégué du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), est arrivé à 14 h 30 sur le site de Pierrelatte, venant par hélicoptère de la base militaire d'Orange. Il a été notamment accueilli par M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, et Georges Basse, président du directoire d'Eurodif et directeur général de la Compagnie générale des matières premières (COGEMA).

La visite de M. Giscard d'Estaing à Pierrelatte

C'est sous une pluie fine que le chef de l'Etat, accompagné de M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et de M. André Giraud, administrateur général délégué du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), est arrivé à 14 h 30 sur le site de Pierrelatte, venant par hélicoptère de la base militaire d'Orange. Il a été notamment accueilli par M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, et Georges Basse, président du directoire d'Eurodif et directeur général de la Compagnie générale des matières premières (COGEMA).

Le président de la République s'est alors directement rendu dans les installations d'enrichissement de l'uranium, accompagnée seulement de quelques personnes.

Il s'y est fait présenter les installations pilotes où a été mis au point le nouveau procédé français d'enrichissement isotopique de l'uranium basé sur une méthode d'échanges chimiques.

Toujours accompagné d'un cortège restreint, M. Giscard d'Estaing s'est ensuite rendu dans un autre local où lui ont été montrés les dispositifs secrets utilisés dans l'usine militaire actuelle d'enrichissement, et sur lesquels est également fondée la réalisation de la nouvelle usine Eurodif.

Pendant ce temps, les journalistes ont visité une unité de l'usine basse des installations militaires d'enrichissement, qui est encore à ce jour la seule usine de ce modèle dans le monde qui ne soit pas couverte par le secret le plus total.

Avec près d'un quart d'heure de retard sur l'horaire officiel, le cortège s'est dirigé vers l'une des quatre unités de l'usine d'Enrichissement, où il a été reçu par M. Jean-François Petit, directeur général de la société. Débutant et marquant un vif intérêt, le chef de l'Etat, vêtu d'une blouse blanche, les chaussures recouvertes de surbottes en plastique translucide, a alors suivi les explications de M. Petit, exposant, grâce à des schémas, la structure financière, d'Eurodif, qui associe des capitaux français, italiens, belges, espagnols et allemands, ainsi que le principe de fonctionnement de ses installations et leur agencement général.

Le cortège a ensuite parcouru lentement les installations réalisées. Le chef de l'Etat s'est encore longtemps attardé, contemplant les impressionnantes batteries de compresseurs surmontés des éléments cylindriques où sont enfermées les barrières de diffusion gazeuse, éléments-clés du procédé.

Rejoignant ensuite un petit bâtiment administratif proche du lieu de stationnement des hélicoptères, le chef de l'Etat a eu un bref entretien avec les responsables du C.E.A. avant de se soumettre aux questions des journalistes de la télévision, puis de la presse écrite et parlée.

C'est finalement avec près de trois quarts d'heure de retard, après une brève remise de décorations, que le chef de l'Etat a rejoint l'hélicoptère. Dans l'après-midi, un de ses collaborateurs avait reçu les organisations syndicales du personnel de Pierrelatte, venues exposer les préoccupations en matière d'emploi et de sécurité.

Le président de la République s'est alors directement rendu dans les installations d'enrichissement de l'uranium, accompagnée seulement de quelques personnes.

Il s'y est fait présenter les installations pilotes où a été mis au point le nouveau procédé français d'enrichissement isotopique de l'uranium basé sur une méthode d'échanges chimiques.

Toujours accompagné d'un cortège restreint, M. Giscard d'Estaing s'est ensuite rendu dans un autre local où lui ont été montrés les dispositifs secrets utilisés dans l'usine militaire actuelle d'enrichissement, et sur lesquels est également fondée la réalisation de la nouvelle usine Eurodif.

Pendant ce temps, les journalistes ont visité une unité de l'usine basse des installations militaires d'enrichissement, qui est encore à ce jour la seule usine de ce modèle dans le monde qui ne soit pas couverte par le secret le plus total.

Avec près d'un quart d'heure de retard sur l'horaire officiel, le cortège s'est dirigé vers l'une des quatre unités de l'usine d'Enrichissement, où il a été reçu par M. Jean-François Petit, directeur général de la société. Débutant et marquant un vif intérêt, le chef de l'Etat, vêtu d'une blouse blanche, les chaussures recouvertes de surbottes en plastique translucide, a alors suivi les explications de M. Petit, exposant, grâce à des schémas, la structure financière, d'Eurodif, qui associe des capitaux français, italiens, belges, espagnols et allemands, ainsi que le principe de fonctionnement de ses installations et leur agencement général.

Le cortège a ensuite parcouru lentement les installations réalisées. Le chef de l'Etat s'est encore longtemps attardé, contemplant les impressionnantes batteries de compresseurs surmontés des éléments cylindriques où sont enfermées les barrières de diffusion gazeuse, éléments-clés du procédé.

Rejoignant ensuite un petit bâtiment administratif proche du lieu de stationnement des hélicoptères, le chef de l'Etat a eu un bref entretien avec les responsables du C.E.A. avant de se soumettre aux questions des journalistes de la télévision, puis de la presse écrite et parlée.

C'est finalement avec près de trois quarts d'heure de retard, après une brève remise de décorations, que le chef de l'Etat a rejoint l'hélicoptère. Dans l'après-midi, un de ses collaborateurs avait reçu les organisations syndicales du personnel de Pierrelatte, venues exposer les préoccupations en matière d'emploi et de sécurité.

Le président de la République s'est alors directement rendu dans les installations d'enrichissement de l'uranium, accompagnée seulement de quelques personnes.

Il s'y est fait présenter les installations pilotes où a été mis au point le nouveau procédé français d'enrichissement isotopique de l'uranium basé sur une méthode d'échanges chimiques.

Toujours accompagné d'un cortège restreint, M. Giscard d'Estaing s'est ensuite rendu dans un autre local où lui ont été montrés les dispositifs secrets utilisés dans l'usine militaire actuelle d'enrichissement, et sur lesquels est également fondée la réalisation de la nouvelle usine Eurodif.

Pendant ce temps, les journalistes ont visité une unité de l'usine basse des installations militaires d'enrichissement, qui est encore à ce jour la seule usine de ce modèle dans le monde qui ne soit pas couverte par le secret le plus total.

Avec près d'un quart d'heure de retard sur l'horaire officiel, le cortège s'est dirigé vers l'une des quatre unités de l'usine d'Enrichissement, où il a été reçu par M. Jean-François Petit, directeur général de la société. Débutant et marquant un vif intérêt, le chef de l'Etat, vêtu d'une blouse blanche, les chaussures recouvertes de surbottes en plastique translucide, a alors suivi les explications de M. Petit, exposant, grâce à des schémas, la structure financière, d'Eurodif, qui associe des capitaux français, italiens, belges, espagnols et allemands, ainsi que le principe de fonctionnement de ses installations et leur agencement général.

Le cortège a ensuite parcouru lentement les installations réalisées. Le chef de l'Etat s'est encore longtemps attardé, contemplant les impressionnantes batteries de compresseurs surmontés des éléments cylindriques où sont enfermées les barrières de diffusion gazeuse, éléments-clés du procédé.

Rejoignant ensuite un petit bâtiment administratif proche du lieu de stationnement des hélicoptères, le chef de l'Etat a eu un bref entretien avec les responsables du C.E.A. avant de se soumettre aux questions des journalistes de la télévision, puis de la presse écrite et parlée.

C'est finalement avec près de trois quarts d'heure de retard, après une brève remise de décorations, que le chef de l'Etat a rejoint l'hélicoptère. Dans l'après-midi, un de ses collaborateurs avait reçu les organisations syndicales du personnel de Pierrelatte, venues exposer les préoccupations en matière d'emploi et de sécurité.

« Il n'y a pas d'autre alternative pour le développement de la France »

Répondant, au terme de sa visite, aux questions des journalistes, M. Valéry Giscard d'Estaing a notamment affirmé que « les trois conditions fondamentales de développement de la politique nucléaire de la France sont l'indépendance, la sécurité et la responsabilité ». Soulignant que « l'énergie nucléaire est au cœur de nos deux indépendances de la France, l'indépendance de sa défense et l'indépendance de son approvisionnement en énergie », le chef de l'Etat a rappelé que, actuellement, la France s'approvisionne à l'étranger pour les trois quarts de ses besoins en énergie.

« M. Michel Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T., a notamment déclaré vendredi soir, en réaction aux déclarations du chef de l'Etat : « Comment parler d'indépendance lorsque la France s'approvisionne à l'étranger pour les trois quarts de ses besoins en énergie ? »

« Comment parler de sécurité alors que des scientifiques de plus en plus nombreux dénoncent les dangers des centrales et usines nucléaires ? La privatisation de ce secteur, que la C.F.D.T. a dénoncé depuis plusieurs années, ne fait qu'accroître ces risques. »

« Comment parler de responsabilité lorsque le gouvernement français poursuit la vente d'une usine de traitement de combustible irradié au Pakistan, usine dont le seul but est de produire du plutonium pour fabriquer l'arme nucléaire. Lorsque l'industrie française signe un contrat à long terme de livraison d'uranium avec l'Afrique du Sud, lorsqu'on se lance sans débat, sans information et au mépris des élus du peuple, dans la construction de Super-Phénix, c'est-à-dire dans l'industrie du plutonium ? »

(RICHARD LISIOIA.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le débat national doit être ouvert.

« Le référendum n'est peut-être pas constitutionnel ; mais le débat national doit être ouvert, les sources d'énergie propres et sûres étudiées avec le plus grand soin quant à la part croissante du nucléaire dans l'approvisionnement du pays en énergie ne soit défectueuse. Le gouvernement ne souhaite pas commettre l'erreur du tout-nucléaire, N'y a-t-il pas dans ce débat de prudence de quoi amorcer une discussion à l'échelle de la nation ? »

(RICHARD LISIOIA.)

LE FIGARO : les surrégénérateurs n'ont pas fait leurs preuves.

« Mais il y a plus grave : c'est le fait que les surrégénérateurs fonctionnent au plutonium. (...) Et, pour certains scientifiques, les surrégénérateurs présentent, par-dessus tout, le défaut de ne pas avoir fait leurs preuves : il n'en fonctionnent en effet qu'une demi-douzaine dans le monde, sous forme de prototypes de puissance réduite. Le premier de taille véritablement industrielle à naître (en 1983) sera, précisément, « Super-Phénix ». La manifestation d'aujourd'hui montre pour les adversaires du nucléaire sont peu sensibles à l'argumentation développée par ses partisans : l'avance technologique de la France en ce domaine. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

LE MATIN : un choix de société.

« Fidèle à sa conception de l'autorité, le président de la République continue d'insister sur ce fait : la France, en panne latente d'énergie, ne peut en aucun cas renoncer à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

« Si les jeunes pèlerins de Creys-Malville s'occupaient d'abord de cette menace que l'on hésite à qualifier, tant le langage échoue à la définir, leur mouvement ne susciterait aucun reproche. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

ROUGE : l'écho de la lutte antinucléaire dans le mouvement ouvrier.

« Malheureusement, les manifestants de ce week-end ne peuvent déplorer l'absence des organisations majoritaires de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales ou politiques. Se contentant d'une vague condamnation du programme nucléaire actuel, elles se montrent favorables à l'énergie nucléaire au nom de l'intérêt national. Et ce mépris à l'égard des travailleurs. Pourtant, la présence de nombreux militants du P.C., du P.S., de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. parmi les manifestants de ce week-end témoigne de l'écho grandissant du mouvement ouvrier. »

« Seule la jonction entre le mouvement antinucléaire et les organisations ouvrières permettra de bloquer la poursuite du programme électronucléaire français. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

« Nos ressources nationales, a-t-il dit, ne couvrent que le quart de nos besoins. Cela atteindrait les quatre cinquièmes des besoins en 1985 et nous ne développerons pas l'énergie électrique nucléaire. Il n'y a pas d'autre alternative que le nucléaire pour le développement de la France. Il y a en effet un grand vide dans nos ressources nationales. »

Répondant à une question sur l'éventualité, évoquée par M. Mitterrand, d'organiser un référendum sur les problèmes nucléaires, M. Giscard d'Estaing a d'abord souligné qu'il serait surtout intéressant de connaître l'opinion personnelle des grands responsables politiques, qui ne devraient pas « poser des points d'interrogation » à l'opinion publique. Il a ensuite affirmé :

« Du point de vue constitutionnel, un référendum sur l'énergie nucléaire est impossible à organiser dans le cadre de notre Constitution. Les matières sur lesquelles un référendum est possible sont en effet limitées à juste titre par la Constitution. Il s'agit de l'organisation des pouvoirs publics ou de la ratification de certains traités internationaux. »

Selon le président de la République, « la politique du gouvernement est celle d'un équipement électro-nucléaire raisonnable, produit par notre propre industrie nucléaire, qui s'inscrit dans une stratégie de développement de la France, dans des limites compatibles avec la sécurité et l'environnement. »

M. Giscard d'Estaing a ensuite déclaré que la France produisait déjà 4000 MW d'électricité grâce aux centrales nucléaires, soit 10 % de la consommation française. « Notre projet est d'arriver à produire 40 000 MW, ce qui est à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

« Si les jeunes pèlerins de Creys-Malville s'occupaient d'abord de cette menace que l'on hésite à qualifier, tant le langage échoue à la définir, leur mouvement ne susciterait aucun reproche. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

ROUGE : l'écho de la lutte antinucléaire dans le mouvement ouvrier.

« Malheureusement, les manifestants de ce week-end ne peuvent déplorer l'absence des organisations majoritaires de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales ou politiques. Se contentant d'une vague condamnation du programme nucléaire actuel, elles se montrent favorables à l'énergie nucléaire au nom de l'intérêt national. Et ce mépris à l'égard des travailleurs. Pourtant, la présence de nombreux militants du P.C., du P.S., de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. parmi les manifestants de ce week-end témoigne de l'écho grandissant du mouvement ouvrier. »

« Seule la jonction entre le mouvement antinucléaire et les organisations ouvrières permettra de bloquer la poursuite du programme électronucléaire français. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

LE MATIN : un choix de société.

« Fidèle à sa conception de l'autorité, le président de la République continue d'insister sur ce fait : la France, en panne latente d'énergie, ne peut en aucun cas renoncer à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

« Si les jeunes pèlerins de Creys-Malville s'occupaient d'abord de cette menace que l'on hésite à qualifier, tant le langage échoue à la définir, leur mouvement ne susciterait aucun reproche. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

ROUGE : l'écho de la lutte antinucléaire dans le mouvement ouvrier.

« Malheureusement, les manifestants de ce week-end ne peuvent déplorer l'absence des organisations majoritaires de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales ou politiques. Se contentant d'une vague condamnation du programme nucléaire actuel, elles se montrent favorables à l'énergie nucléaire au nom de l'intérêt national. Et ce mépris à l'égard des travailleurs. Pourtant, la présence de nombreux militants du P.C., du P.S., de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. parmi les manifestants de ce week-end témoigne de l'écho grandissant du mouvement ouvrier. »

« Seule la jonction entre le mouvement antinucléaire et les organisations ouvrières permettra de bloquer la poursuite du programme électronucléaire français. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

LE MATIN : un choix de société.

« Fidèle à sa conception de l'autorité, le président de la République continue d'insister sur ce fait : la France, en panne latente d'énergie, ne peut en aucun cas renoncer à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

« Si les jeunes pèlerins de Creys-Malville s'occupaient d'abord de cette menace que l'on hésite à qualifier, tant le langage échoue à la définir, leur mouvement ne susciterait aucun reproche. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

ROUGE : l'écho de la lutte antinucléaire dans le mouvement ouvrier.

« Malheureusement, les manifestants de ce week-end ne peuvent déplorer l'absence des organisations majoritaires de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales ou politiques. Se contentant d'une vague condamnation du programme nucléaire actuel, elles se montrent favorables à l'énergie nucléaire au nom de l'intérêt national. Et ce mépris à l'égard des travailleurs. Pourtant, la présence de nombreux militants du P.C., du P.S., de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. parmi les manifestants de ce week-end témoigne de l'écho grandissant du mouvement ouvrier. »

« Seule la jonction entre le mouvement antinucléaire et les organisations ouvrières permettra de bloquer la poursuite du programme électronucléaire français. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

LE MATIN : un choix de société.

« Fidèle à sa conception de l'autorité, le président de la République continue d'insister sur ce fait : la France, en panne latente d'énergie, ne peut en aucun cas renoncer à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

« Si les jeunes pèlerins de Creys-Malville s'occupaient d'abord de cette menace que l'on hésite à qualifier, tant le langage échoue à la définir, leur mouvement ne susciterait aucun reproche. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

ROUGE : l'écho de la lutte antinucléaire dans le mouvement ouvrier.

« Malheureusement, les manifestants de ce week-end ne peuvent déplorer l'absence des organisations majoritaires de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales ou politiques. Se contentant d'une vague condamnation du programme nucléaire actuel, elles se montrent favorables à l'énergie nucléaire au nom de l'intérêt national. Et ce mépris à l'égard des travailleurs. Pourtant, la présence de nombreux militants du P.C., du P.S., de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. parmi les manifestants de ce week-end témoigne de l'écho grandissant du mouvement ouvrier. »

« Seule la jonction entre le mouvement antinucléaire et les organisations ouvrières permettra de bloquer la poursuite du programme électronucléaire français. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

LE MATIN : un choix de société.

« Fidèle à sa conception de l'autorité, le président de la République continue d'insister sur ce fait : la France, en panne latente d'énergie, ne peut en aucun cas renoncer à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

« Si les jeunes pèlerins de Creys-Malville s'occupaient d'abord de cette menace que l'on hésite à qualifier, tant le langage échoue à la définir, leur mouvement ne susciterait aucun reproche. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

ROUGE : l'écho de la lutte antinucléaire dans le mouvement ouvrier.

« Malheureusement, les manifestants de ce week-end ne peuvent déplorer l'absence des organisations majoritaires de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales ou politiques. Se contentant d'une vague condamnation du programme nucléaire actuel, elles se montrent favorables à l'énergie nucléaire au nom de l'intérêt national. Et ce mépris à l'égard des travailleurs. Pourtant, la présence de nombreux militants du P.C., du P.S., de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. parmi les manifestants de ce week-end témoigne de l'écho grandissant du mouvement ouvrier. »

« Seule la jonction entre le mouvement antinucléaire et les organisations ouvrières permettra de bloquer la poursuite du programme électronucléaire français. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

LE MATIN : un choix de société.

« Fidèle à sa conception de l'autorité, le président de la République continue d'insister sur ce fait : la France, en panne latente d'énergie, ne peut en aucun cas renoncer à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

« Si les jeunes pèlerins de Creys-Malville s'occupaient d'abord de cette menace que l'on hésite à qualifier, tant le langage échoue à la définir, leur mouvement ne susciterait aucun reproche. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

ROUGE : l'écho de la lutte antinucléaire dans le mouvement ouvrier.

« Malheureusement, les manifestants de ce week-end ne peuvent déplorer l'absence des organisations majoritaires de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales ou politiques. Se contentant d'une vague condamnation du programme nucléaire actuel, elles se montrent favorables à l'énergie nucléaire au nom de l'intérêt national. Et ce mépris à l'égard des travailleurs. Pourtant, la présence de nombreux militants du P.C., du P.S., de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. parmi les manifestants de ce week-end témoigne de l'écho grandissant du mouvement ouvrier. »

« Seule la jonction entre le mouvement antinucléaire et les organisations ouvrières permettra de bloquer la poursuite du programme électronucléaire français. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

LE MATIN : un choix de société.

« Fidèle à sa conception de l'autorité, le président de la République continue d'insister sur ce fait : la France, en panne latente d'énergie, ne peut en aucun cas renoncer à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

« Si les jeunes pèlerins de Creys-Malville s'occupaient d'abord de cette menace que l'on hésite à qualifier, tant le langage échoue à la définir, leur mouvement ne susciterait aucun reproche. »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

ROUGE : l'écho de la lutte antinucléaire dans le mouvement ouvrier.

« Malheureusement, les manifestants de ce week-end ne peuvent déplorer l'absence des organisations majoritaires de la classe ouvrière, qu'elles soient syndicales ou politiques. Se contentant d'une vague condamnation du programme nucléaire actuel, elles se montrent favorables à l'énergie nucléaire au nom de l'intérêt national. Et ce mépris à l'égard des travailleurs. Pourtant, la présence de nombreux militants du P.C., du P.S., de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. parmi les manifestants de ce week-end témoigne de l'écho grandissant du mouvement ouvrier. »

« Seule la jonction entre le mouvement antinucléaire et les organisations ouvrières permettra de bloquer la poursuite du programme électronucléaire français. »

(JEAN-PAUL CROIZÉ.)

LE MATIN : un choix de société.

« Fidèle à sa conception de l'autorité, le président de la République continue d'insister sur ce fait : la France, en panne latente d'énergie, ne peut en aucun cas renoncer à son effort nucléaire. Ce ne sont que des enfants brouillons qui font un inutile tapage aujourd'hui et demain autour de Creys-Malville. »

« Le président de la République a annoncé une révision serrée de tous les dispositifs de sécurité conçus pour rendre impossible l'accident. On ne saurait laisser là-dessus. »

« Enfin visitant les installations d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, le chef de l'Etat a pu constater la totalité de la période — qui peut devenir énorme dans moins de dix ans — de l'insémination de la planète par des centaines de bombes au plutonium, aux mains de primitifs ou de déments. »

ETRANGER

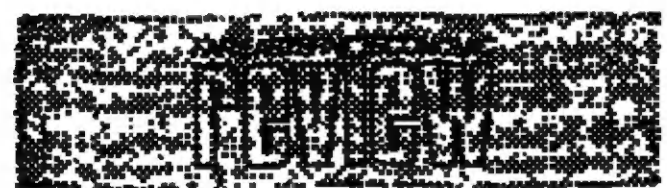
REFLETS DU MONDE ENTIER

BORSEN

Un record onéreux

« *Matin, midi et soir* », écrit le journal *BORSEN*, porte-parole des milieux d'affaires de Copenhague, « les Danois engloutissent des centaines et des milliers de tasses de café. Aucune nation d'Europe n'absorbe autant de café que nos compatriotes, dont la consommation en ce domaine est le double de celle des résidents des autres pays de notre continent. Nouveau-nés compris, nous buvons chacun 12 kilos de café par an — soit un total d'un million de sacs de 60 kilos ».

« La consommation moyenne de café des Etats occidentaux est de 5 à 6 kilos par tête (de 5,33 kilos pour la France). Seules, la Suède, la Norvège et l'Islande se rapprochent assez sensiblement de notre record en la matière (...). Pour satisfaire ce plaisir quotidien, nous nous délestons annuellement de deux milliards de couronnes de précieuses devises (environ 1,6 milliard de francs) — une somme presque égale à celle de l'ensemble de nos importations de voitures de tourisme — un chiffre qui pèse lourd sur notre balance des comptes (...). Enfin, les Danois offrent cette particularité qu'on ne trouve nulle part ailleurs : ils ingurgitent la soir autant de café qu'au réveil ».



Une pesante propagande par poste

« Les autorités népalaises ont demandé à l'ambassade nord-coréenne à Katmandou de cesser de distribuer une propagande qui attaquait régulièrement la politique de Washington et de Séoul », rapporte de Hongkong, le correspondant de la *P.A.R. EASTERN ECONOMIC REVIEW*.

« Les paroles du président Kim Il Sung sont postées vers les coins les plus reculés du royaume, ce qui fait que nombre de Népalais en connaissent plus sur le dirigeant nord-coréen que sur leur propre roi. Les documents sont si lourds que les facteurs se sont plaints, disant qu'ils ne pouvaient porter un tel poids dans un pays aussi montagneux ».

« La propagande nord-coréenne représente un énorme gaspillage d'argent et d'efforts. Seuls 19,5 % des 12,5 millions de Népalais savent lire, et 65 % d'entre eux vivent dans la vallée de Katmandou. Pourtant, cette propagande est distribuée dans tout le pays. Environ vingt-cinq diplômés sont employés à traduire les déclarations de M. Kim Il Sung, au salaire de 2 000 roupies (830 francs environ) par mois ».

« On estime à 2,5 millions de roupies par an le coût des placards publicitaires insérés dans la presse, l'impression de matériel et les projections de films. Celle-ci se terminent généralement par un copieux buffet coréen. L'association culturelle d'amitié népaléo-nord-coréenne est dirigée par un bureau de onze personnes, qui a nommé cinq commissions chargées des travaux de traduction. Quatre volumes des œuvres de M. Kim Il Sung ont déjà vu le jour en langue népalaise ».

THE WALL STREET JOURNAL

Musique pour extraterrestres

Rapportant les préparatifs de lancement d'un vaisseau spatial vers Jupiter, Saturne et d'autres planètes éloignées de la Terre, le *WALL STREET JOURNAL* américain se demande si « les habitants d'autres planètes vibreront en écoutant Duke Ellington ou une symphonie de Beethoven. Que pensent les êtres perdus dans le cosmos, d'un message de Jimmy Carter ? Que signifient, pour les habitants de l'espace, les images de Terriens sautant des places ou grimpaient des montagnes ? »

« Personne ne connaît la réponse à ces questions, d'ailleurs, personne ne sait s'il y a une vie intelligente dans l'espace. Cependant, les scientifiques, qui ne désespèrent jamais, se préparent à offrir aux hypothétiques civilisations extraterrestres ces exemples de vie sur terre (...). A cette fin, les savants américains mettront un disque à bord du vaisseau spatial « Voyager » qui doit être lancé vers Jupiter et Saturne le mois prochain. L'embarcation continuera son voyage bien plus loin que ces planètes, atteignant la première étoile dans 100 000 ans ou à peu près (...).

« Si les habitants reçoivent le disque et réussissent à le faire tourner, ils entendront une heure et demie de musique préparée pour représenter la diversité de la culture terrestre (...). En plus de la musique, le disque contiendra les bruits des tremblements de terre, du vent et de la pluie ; le bruit des pas, des voitures, des trains et des avions, ainsi que les bruits de près de deux douzaines d'instruments. Enfin, les messages gravés sur le disque seront en soixante langues, y compris le latin ».

QUICK

Hüter, connais pas !

« De jeunes Allemands de l'Ouest, âgés d'une quinzaine d'années, ont écrit dans leurs devoirs qu'Adolf Hitler était mort entre 1950 et 1956, qu'il avait conquis des territoires allant de l'Espagne à l'Amérique latine et ne supportait pas que l'on porte les cheveux longs », révèle l'hebdomadaire ouest-allemand *QUICK*.

Celui-ci a fait réaliser un sondage en R.F.A. par l'Institut hambourgeois Kehrmann, sur le Führer. « Pour 76,9 % des habitants de la R.F.A., Hitler est responsable du déclenchement du conflit mondial, 20 % estiment que sa responsabilité n'a été que partielle, et 17 % qu'aucune faute ne lui incombait. D'autre part, si plus de 85 % le déclarent « entièrement » ou « largement » responsable de l'extermination des juifs, pour 14 %, sa responsabilité n'est que « partielle » ou « nulle ». Enfin, 48,3 % sont convaincus qu'il a agi « parfois judicieusement » mais en prenant des « décisions erronées », et 48,8 % ont dit qu'ils le trouvaient antipathique, 8,9 % l'ont trouvé tout à fait sympathique et 14,1 % « largement sympathique ».

Lettre de Zanzibar

« Là où mon cœur défaille »



CRUAUTE de la mémoire : les touristes qui se baignent à Zanzibar, dans l'océan Indien, ne peuvent chasser de leur pensée que la crique qu'ils ont choisie pour l'harmonie des formes était celle-là même où les esclaves noirs s'embarquaient clandestinement pour un voyage d'où l'on ne revenait jamais.

A deux minutes de là, une sinistre casemate, noyée par l'air marin, cachait les femmes et les enfants arrachés à leur époux et à leur père. Ce commerce déshonorant s'est perpétué jusqu'en 1920, c'est-à-dire plus d'une vingtaine d'années après l'abolition officielle de l'esclavage. Les historiens évaluent à soixante-cinq mille par an le nombre des captifs qui étaient regroupés à Zanzibar pour y être vendus aux enchères, avant de s'embarquer pour l'Arabie. Ils venaient de Bagamoyo (Tanzanie), qui signifie en swahili « c'est là que mon cœur défaille ». On y voit encore la vieille église où le corps de David Livingstone, célèbre explorateur d'origine congolaise, fut exposé en 1874, après avoir été

(1) Les aspects historiques, politiques et économiques de Zanzibar ont été traités notamment dans le *Monde* du 25 mars 1975, par Jean-Claude Fomont. Dans le *Monde* diplomatique du 25 mai 1976, M. Daniel-Georges Javroff a publié une étude sur l'instabilité politique de Zanzibar.

(2) Les candidats éventuels peuvent écrire au Foreign Office de Zanzibar (Tanzanie), c/o M. Mbamba, P. O. Box 822, Zanzibar.

transporté en corège du lac Bangweulu, où il mourut. Sa dépouille mortelle fut ensuite transférée à l'abbaye de Westminster.

Crueauté de l'oubli : la tiédeur de l'eau, la luxuriance de la végétation et la beauté des rochers de pierre de corail ont fait de Zanzibar l'attention de ce lointain cauchemar. Zanzibar tient du paradis terrestre. Le poivre, le curcuma, la cannelle, la citronnelle, l'encens et surtout le girofle mêlent leur parfum, sans parler du charme des cocotiers et des palmiers continuellement bercés par le vent. On découvre, en saison, des bananes géantes longues comme le bras et en suffit d'une pour nourrir toute une famille. Deux éléphants efflanqués sont les ultimes témoins d'un faubourg échoué de l'Inde. Tout conspire à gommer les horreurs du passé : les descendants des esclaves vous observent sans rancune et les enfants vous offrent le sourire de leurs dents blanches.

Les anciens racontent encore qu'en 1880, le Père Fava, futur évêque de Grenoble, arriva à Zanzibar avec trois autres missionnaires pour racheter à la faible mesure de leurs moyens les enfants des esclaves. Il fonda à leur intention deux orphelinats. Goutte d'eau dans la mer, bien sûr, mais témoignage d'un christianisme qui avait beaucoup à se faire pardonner de la cupidité et du racisme de trop de colons.

Le premier évêque anglican qui parvint dans l'île avec David Livingstone obtint du sultan local l'autorisation d'élever, à l'emplacement même du marché d'esclaves, la première église de l'île, où l'on peut encore lire cette inscription en cuivre : « A la gloire de Dieu et à la mémoire de Livingstone ».

Revanche de l'histoire : à partir de 1964, les massacres d'Arabes se sont multipliés après la fuite du sultan d'Oman. Son ancien palais, repêché de l'eau, est devenu la Maison du peuple. Les autochtones, rapportant que lors de sa construction, le sultan procédait à des sacri-

fices humains « pour prolonger la longévité de l'édifice ».

Aujourd'hui, le vieux fort voisin — crasseux à souhait — abrite parfois d'édifiantes cérémonies. C'est ainsi qu'en juillet 1975, le Père Julien y fut ordonné prêtre en présence des chrétiens de l'île (ils sont quatre mille sur quatre cent mille habitants), et d'une foule bien plus importante de musulmans qui constituent les trois quarts de la population. L'occultisme fait feu de tout bois. Zanzibar compte un évêque et deux prêtres catholiques, deux prêtres anglicans et un pasteur luthérien.

En zigzaguant dans la vieille ville, ornée de curiosités et fort belles portes en bois sculpté, on aperçoit une humble maison portant cette inscription : « Temple védique » à l'intention de quelques centaines d'Hindous de l'île. Tout ce monde hétéroclite semble pacifique et vit en bonne intelligence comme s'il était les des multiples conflits d'antan (1).

Prépotence chinoise

A ZANZIBAR, l'état de la pauvreté africaine se dessine. Le niveau de vie est supérieur à celui de la Tanzanie qui en éprouve quelque jalousie. Symbole de cette relative aisance due à l'exportation des clous de girofle (70 % du marché mondial) : la création, voici quatre ans, d'un émetteur de télévision que ne s'est pas encore offert le Tanzanie. Les habitants ne sont pas peu fiers de ce privilège qui profite aux confessions religieuses : une demi-heure est réservée, tous les vendredis, aux musulmans et, chaque dimanche, alternativement, un quart d'heure pour les catholiques et les protestants. Les techniciens de la T.V. ont été formés en Allemagne.

La Chine semble s'être intéressée vivement à Zanzibar, il y a quelques années, lorsque fut construite par ses experts et ses ouvriers la ligne chemin de fer qui relie Dar-Es-Salaam à la Zambie permettant à ce pays d'exporter

son cuivre dans de bonnes conditions. Naguère cinq cents dans l'île, les Chinois ne sont plus, actuellement, que quatre-vingt-dix dont une soixantaine de spécialistes travaillant dans l'armée, dans l'agriculture et diverses industries. Sur les vingt-cinq médecins que compte Zanzibar, dix sont Chinois.

Le « berceau » du Swahili

L'ILE commence à diversifier ses productions après des siècles de monoculture du girofle : du riz qui suffit presque à la consommation interne, de la canne à sucre, de la liqueur et des cigarettes dont la fabrication a été mise au point par des Chinois. Un hôtel de luxe a été construit. Pourtant, presque tout reste à faire sur le plan des loisirs. Inévitablement, le tourisme est appelé à devenir une des richesses principales de Zanzibar. On est loin du compte. On s'étonne de rencontrer dans cette île, aux dimensions modestes, un institut de l'enseignement du swahili et de quatre langues étrangères par les méthodes audiovisuelles (anglais, arabe, français, portugais). Une centaine d'étudiants sont, paraît-il, prêts à y travailler à plein temps. Il y a un mal... Le corps enseignant est quasiment inexistant. Le docteur Mohamed Mbamba, qui dirige cet établissement, ne parvient pas à recruter des professeurs de portugais et de français (2). Zanzibar se flatte d'être le « berceau » du swahili et, en tout cas, de le parler d'une manière plus pure que sur le continent. Les sultans d'Oman qui régnaient jadis dans l'île ont contribué au rayonnement de cette langue musicale aux voyelles sonores et dont la richesse des mots (formés par agglutination) est, dit-on, comparable à celle du français. Le swahili s'écrit aussi bien en caractères arabes qu'en caractères romains : toute l'ambiguïté et le charme de Zanzibar.

HENRI FESQUET.

HUMEUR

GORÉE, première au box-office du tourisme ouest-africain

DIMANCHE midi, Soleil tropical au zénith. Le « Blaise Diagne » largue ses amarres, majestueusement. Cap sur l'île de Gorée. Commence une longue plongée dans la vulgarité, qui navigue de « consers » avec sa sœur, la bêtise. L'une et l'autre sont pâles, exclusivement blanches, sinistres « privilèges » européens.

La clientèle touristique dominicale est, ou large de Dakar, étrangement identique à celle qui piaffonne dans la joie d'Avranches, aux abords du Mont-Saint-Michel ou bien à celle qui s'étale dans les bords de Chaville. Paillements, piflements, jaccassements, grossissements d'un petit monde, parmi lequel une majorité de noirs « drogués » par des « tours operators » de plus en plus ingénieux et agressifs. Bruissement d'écureuil, sans l'efficacité.

La vedette double les chalutiers soigneusement alignés devant le « rôle du port de pêche de la capitale sénégalaise ». Elle aborde le grand large atlantique et laisse derrière elle les buildings futuristes de la presqu'île du Cap-Vert.

Lunettes noires shorts kakis

Chapeaux de brousse conquérants, lunettes noires, shorts kakis découvrant des jambes rouges de coups de soleil, tee-shirts et chemises à carreaux, espadrilles, Corsas. Conversations sur la Côte et les Baïères sur les Canaries et les stations savoyardes. Dissertations plus inespérées que proprement racistes. Billevesées consacrées à la supériorité intellectuelle de l'« Europe », sentencieuses et débiles.

On aspire aux vertus du silence, alors que tout est tumulte. Où sont donc les fragrances d'épices des marchés Soudanais et Kermel ? Les odeurs elles-mêmes sortent de la vulgarité... Incompréhensible désir d'une tête couronnée de tulle, ou de gaze. Attente vaine de selles fermes, de ventres plats, d'un teint d'ébène, d'un sourire oulof. Seuls, les bonnets de laine des matelots ou, porter, une discrète note de couleur locale, en même temps

qu'un souffle de dignité et de respectabilité, auquel on se raccroche, comme le naufragé à la bouée.

Buvette de la Chaloupe, Centre du pêche sportive, « pêche au gros », agressivité des télé-objectifs, voyeurisme des jumelles, crépitements des déclencheurs des appareils photographiques, ronronnement des moteurs des caméras, parmi lequel une majorité de noirs « drogués » par des « tours operators » de plus en plus ingénieux et agressifs. Bruissement d'écureuil, sans l'efficacité.

Aucune place, ni pour le vol des mouettes, ni pour le bercement de la houle, ni pour le sillage d'écume qui trouble l'immensité océane, ni pour le brume estivale qui, sur l'horizon, nimbe de mystère les banlieues peuplées du grand Dakar, ni pour l'harmonie qui balance à son souffle les cargos ventrus et la flottille de navires-usines des baleiniers.

Appareils d'élégance silhouettée, fort d'Estreées : le quat offert se frange sublime de fagades acrées que coiffent d'harmonieux toits de tuiles rondes. Les appareils photographiques sont à nouveau braqués sur Gorée en son écrin. Nouvelle occasion : anquée d'observer, de goûter, de jouir, simple prélude à des dizaines d'autres occasions ratées après avoir touché terre.

Gorée, première au box-office du tourisme ouest-africain. Honneur non usurpé. L'île du chevalier de Boufflers et de M-me de Sabran ne mérite pas simplement le détour. Elle vaut, à elle seule, le voyage. Mais à aucun prix le dimanche.

PHILIPPE DEGRAENE.

Écrit par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Farrel, directeur de la publication. Jacques Saragat.

Imprimerie du « Monde », 1, rue des Tuilleries, 75001 Paris.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 3787.

PORTRAIT

ETEL ADNAN : une voix qui écoute

LA voix d'Etel Adnan. Traversée de lumière et de patience fraternelle. La voix écoute, regarde, et se pose comme un grain de blé en un point de l'horizon. On se nostalgie du futur.

Etel Adnan est cette voix, chargée de poèmes et de couleurs. De père d'origine syrienne et de mère grecque, elle est née à Beyrouth, il y a cinquante-deux ans. Elle parle de ce territoire bilingue avec amour, avec espoir : « Au Moyen-Orient, sous chaque ville, il y a sept ou huit villes mortes. Le rythme mort-réurrection est quelque chose de familier. J'étais, au début, catastrophée par la destruction morale et physique du pays. A présent, je ne suis plus désespérée. » Et pourtant, c'est elle qui écrit en 1970 un poème terrible sur Beyrouth (1) :

« Il y eut trois tremblements de terre au troisième siècle, trois fois détruisant Beyrouth et un quatrième s'annonce ! »

Comme un animal blessé, elle a déversé sur le linéol du ciel un angélot d'encens. Car les mains étaient sans souvenirs, et le pays « une plate ouverte aux mouches ». Comme une voix des ancêtres, elle s'est levée pour crier :

« Je prévois un raz de marée éternel desséchée tourmillière venue du Sud qui va ronger le sol jadis triste de l'Ancre. »

Elle recommandait aux gens de Beyrouth de « prendre le premier express » à destination de l'Enfer. Poète, elle a agi en témoin du futur. Aujourd'hui, le Liban est une déchirure dans le corps de chacun : « Non seulement il faut supporter les différences, dit-elle, mais aussi les aimer. »

Le Liban, elle l'a souvent vécu à distance. Elle l'a mieux compris et plus aimé. Etal a passé dix-sept ans aux Etats-Unis, « un monde audio-

visuel ». Elle y a enseigné la philosophie de l'art. Elle y a dessiné, peint et surtout découvert qu'il n'existe pas de dichotomie entre la peinture et la vie, entre le poète et le quotidien. « La poésie métaphysique de l'Amérique, nous dit-elle, a été prise en charge par les peintres ». Elle a été prise en charge par la culture arabe, elle a mis en image les textes de grands poètes arabes. Ce sont de grands dessins otés à la manière japonaise qui se déroulent sur des poèmes de Youssaf El Khal, d'Adonis, d'Essaïyah, de Youssef Ghosoub, d'Abdelatif Laabi, etc. « Je n'enjolive pas les textes, probolais, je désine pour répondre aux signes et des couleurs comment ma sensibilité réagit face à un texte, sans le paraphraser. Je dis comment je le reçois dans un autre ordre d'expression. »

Les dessins d'Etel sont abstraits. Des lignes, des syllabes, un soleil, une prairie. Traces de la main, traces d'une mémoire urgente, traces d'un corps qui dit la vie et tout le ciel dans un regard d'enfant, un peu à la manière du peintre marocain Ahmed Cherkaoui, qu'elle admire (2). « Je suis le Poisson Initial, rejeté sur le plage, mais déterminé à vivre », écrit-elle. De Paris, où elle s'est installée provisoirement, elle ouvre sa fenêtre : au loin de grande espaces. La prairie des Indiens, ceux qu'elle a connus et aimés quand elle vivait en Amérique, ceux qui ont dit des poèmes et des histoires. « J'aime l'attitude des Indiens devant la terre. Il y a une très grande dimension intérieure chez eux. Ils s'identifient à de grands éléments violents comme la prairie, comme le vent. Il n'y a jamais un sens des frontières chez eux. Ils voient toujours des espaces au lieu des enclaves. On a un sentiment de liberté. On perd pied. On a l'impression que leur monde n'a pas de points cardinaux, un peu comme le désert arabe. J'aime leur poésie car elle reflète une situation de l'homme dépossédé, semblable à celle des Arabes. Mais ils la disent mieux, peut-être parce que la dépossession est plus totale, sans recours. L'indien est un Arabe à l'état pur. »

Sa voix a soudain pris une chaleur toute particulière. C'est la voix du poète, l'indien.

TANAR BEN JELLOUN.

مكتبة ابن جيلون

RADIO-TELEVISION

Samedi 30 juillet

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30, Des magiciens ; 21 h. 30, Série : Sargent Anderson ; 22 h. 25, A bout portant ; Nicole Croisille.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30, Téléfilm : Un enfant dans la peau, de V. Biersens-de-Haan, réal. M. Dam, avec M. Cassagne, F. Germond, M. Auzair, S. Escoffier.

Un jardinier qui ressemble à Candide

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Série historique : Eleanor et Franklin (première partie).
21 h. 30, Émission de l'INA : Le choc des

cherche, par deux reprises, à satisfaire son amour pour les enfants. De l'adoption à l'enfance, l'histoire d'une passion vouée à l'échec ; une production de la télévision suisse romande.

21 h. 55, Questions sans visage ; 22 h. 55, Jazz : Hommage à Count Basie.

cultures. (Première partie : Terra de abril, de Ph. Costantini).
A l'heure de la révolution portugaise, un village prépare un « mystère » traditionnel. Le mysticisme au moment des élections.

FRANCE-CULTURE

20 h. En direct du festival : Avignon ultrason (série : promenade à travers la charnière de Villeneuve-lès-Avignon, par O. Benassy et Ch. Lamm).
21 h. 15, Théâtre ouvert : « L'Archange », de V. Tiphilides, d'après « La » de H. C. Rousselle. Réalisation : Lemaire ; 22 h. 45, Musique : 23 h. 5, Feuilles

« Avignon, cœur de lion » ; 23 h. 30, Magnétique IX, par P. Venaille ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 3, Ateliers d'enfants, par R. Pfeiffer ; 20 h. 30, Zazoula : « Marquis » (musique d'A. Vives, livret de P. Frotin), par l'Orchestre symphonique de Marseille, direction E. G. Assandj, avec A. Elia, V. Sandriero, M. Caballe, P. Lavigne ; 23 h. 30, Buisson des plantes ou les arômes de la musique : 0 h. 5, Feuilles ; « Les Feuilles de harpe » ; 0 h. 5, Musique traditionnelle au Festival de Fontblanche ; 1 h. La flûte enchantée ; de 2 h. à 1 h. 5, Musique ininterrompue.

Dimanche 31 juillet

CHAÎNE I : TF 1

8 h. 15, Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15, La séquence du spectacle ; 13 h. 30, Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 35, Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 14 h. 10, Feuilles ; Guerre et Paix (Une paix fragile) ; 15 h. 35, Sports : Direct à la une ; 17 h. 20, Série : Piorot la chanson ; 17 h. 30, Téléfilm : Un homme à détruire ; 19 h. 15, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : DEUX GRANDES FILLES DANS UN PYJAMA, de J. Girault (1974), avec Ph. Nicaud, J. Jouanneau, M. Grant, Ch. Kinberg, M. Fraix.

Deux hommes mariés, restés seuls à Paris pendant les vacances de Pâques, sont surpris par deux jeunes étrangères rencontrées par l'un d'eux à Orléans.

22 h. Émission de l'INA : La loterie de la vie, réal. G. Gilles.

CHAÎNE II : A 2

15 h. Le cirque Jean Richard ; 16 h. Téléfilm : Passager vers la Lune ; 17 h. 35, Magazine de la magie Abracadabra ; 18 h. 35, Série : Shazanz ; 19 h. Sports : Série 2.

20 h. 30, Jeux sans frontières ; 22 h. Feuilles : La dynastie des Forsyte (rediffusion) ; 22 h. 52, Spectacle chorégraphique : Le Baïser de la fête, par le New-York City Ballet, musique de I. Stravinsky.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. Pour les jeunes : Lassie.
20 h. 30, L'homme en question : l'écrivain Louis Rautavaud, prod. P. Giannoli ; 21 h. 30, Aspects du court métrage français.

« Monter, descendre, c'est la vie » : la vie de Lupa, l'histoire, à vingt ans, dans un palace marseillais.

22 h. 30, FILM (cinéma de minute) : VOI-PONE, de M. Tournier (1960), avec H. Baur, J. Juvet, J. Delubac, F. Ledoux, Ch. Dulin, A. Rignault, M. Dorian, (N. rediffusion).

« Venir, au sens strict, c'est se faire marcher » : un conte de la littérature de l'étranger, à sa mort prochaine, pour donner les amis et les parasites qui espèrent recueillir son héritage.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie, avec Brigitte Trotting (reprise à 14 h. 1) ; 7 h. 7, La famille ouverte ; 7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. La musique et les mots : Beethoven ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Concert du Compositeur String Quartet ; 14 h. 1, La Comédie-Française présente : « Le Souffle du diable » de Th. Gautier, par P. Chazotte, J. Toja ; 16 h. 40, En direct de Bayreuth : « Le Crépuscule des dieux » de R. Wagner, mise en scène P. Chéreau, par l'Orchestre du festival.

direction P. Boulez, avec M. Jung, G. Jones, F. Masura ; 23 h. 20, Disque.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, C'est dimanche ; 9 h. 2, La route des carnavals du Sud-Est ; 11 h. 15, La Caravane ; 12 h. En direct du Festival de Salzbourg, le Mozarteum Orchestra, direction G. Winberger, avec A.-S. Mutter, violon, E. Tappay, « Symphonie K. 125 » ; « Concerto en ré majeur, K. 211 pour violon » ; airs de concert « Symphonie K. 215 » (Mozart) ; 14 h. Les maîtres d'œuvre : Beethoven, Schubert, Bruckner ; 17 h. Musique au théâtre : la Mort du héros : Monteverdi, Beethoven, Wagner ; 18 h. 35, En direct de New-York, Festival de Washington Square : Blues traditionnels ; 19 h. 30, En direct du Festival de Salzbourg, le London Symphony Orchestra, direction A. Frahm ; Haydn, Beethoven, Rachmaninov ; 0 h. 5, « Les Feuilles de harpe », feuilleton musical d'A. Lacombe ; 0 h. 10, Buisson des plantes ou les arômes de la musique, par R. Brana ; 0 h. 45, Les enseignements de Don Juan : Musique Tels.

Lundi 1^{er} août

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30, le Francophonisme ; 13 h. 35, Série : Peter Voos (rediffusion) ; 14 h. 25, Tennis : Coupe Galès à Vichy ; 18 h. 5, Spécial jeunes ; 18 h. 25, Série : Le grand saut périlleux (rediffusion) ; 19 h. 45, Candida caméra.

20 h. 30, FILM : L'ARME DANS L'OCEAN, de H. Gleaser (1971), avec A. Sore, D. Rollin, A. Abplanalp, H. Gleaser, D. Zardi.

« L'Arme dans l'Océan », en 1942-43, un résistant repousse des fautes, membres d'une communauté religieuse menacée d'extermination, pour qu'ils prennent les armes.

22 h. Les grands mystères de la musique : Louis II de Bavière, de J. Dayan.

CHAÎNE II : A 2

15 h. Série : Le monde en guerre ; 18 h. 5, Aujour'hui, madame ; 18 h. 15, Série : Les grands détectives ; 17 h. 35, Feuilles : Le monde enchanté d'Isabelle ; 18 h. 10, Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, La joie de vivre (rediffusion).

20 h. 30, Variétés : Idea, de J.-Ch. Averty, chorégraphie J. Guélin.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : PAS DE PRINTEMPS POUR MARIE, d'A. Hitchcock (1964), avec S. Connery, T. Hedren, D. Baker, M. Gabel, L. Latham. (Rediffusion).

Un éditeur d'opéra d'une violence et d'un amour de la littérature à la police. Elle souffre de graves troubles psychologiques et se refuse de découvrir son secret : pour la guérir.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Peuples, pays, civilisations, par C. Hudelot, P. Dupont ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Mardi 2 août

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30, le Francophonisme ; 13 h. 45, Série : Peter Voos (rediffusion) ; 14 h. 25, Tennis : Coupe Galès à Vichy ; 18 h. 5, Spécial jeunes ; 18 h. 25, Série : Le grand saut périlleux (rediffusion) ; 19 h. 45, Candida caméra.

20 h. 30, FILM : L'ARME DANS L'OCEAN, de H. Gleaser (1971), avec A. Sore, D. Rollin, A. Abplanalp, H. Gleaser, D. Zardi.

« L'Arme dans l'Océan », en 1942-43, un résistant repousse des fautes, membres d'une communauté religieuse menacée d'extermination, pour qu'ils prennent les armes.

22 h. Les grands mystères de la musique : Louis II de Bavière, de J. Dayan.

CHAÎNE II : A 2

15 h. Série : Le monde en guerre ; 18 h. 5, Aujour'hui, madame ; 18 h. 15, Série : Les grands détectives ; 17 h. 35, Feuilles : Le monde enchanté d'Isabelle ; 18 h. 10, Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran, FILM : DARWIN, de J. Coiffier (1972), avec N. Clay, S. Macready, J. Richardson.

« Darwin », l'histoire sur l'évolution de Darwin, alors étudiant naturaliste, se heurte au conservatisme du capitaine Fitzroy, qui dirige une expédition en Amérique du Sud.

22 h. 30, D'été, D'été, D'été, l'homme ? Avec M. Edgar Morin, sociologue ; Pierre Paul Grassi, membre de l'Académie des sciences ; André Langman, maître de conférences au Muséum d'histoire naturelle ; Albert Jacquard, chef de service de génétique à l'Institut national d'études démographiques ; Roger Grenier, chanteur, chef de la cathédrale de Chichester.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Ulysse ; 20 h. Jeux ; 20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : LE CONVOI SAUVAGE, de R. C. Sarafian (1970), avec R. Harris, J. Huston, J. Blandin, B. Caruthers, H. Wilcox.

En 1872, dans le nord-ouest des États-Unis, un trapper larde pour mort en pleine nature par ses compagnons révoltés.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Rencontres à La Rochelle.

Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 30, Exotisme de Gérard de Nerval ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrinations d'autrefois ; 9 h. 15, Les pérégrinations d'autrefois : Exploration de quatre postes en Italie, avec R. Clermont et F. Kanel ; 9 h. 30, Peinture ancienne : un chef-d'œuvre ; 10 h. 30, Feuilles : Des tentes de France de mon grand-père ; de R. Boylève, adaptation M. Ricard, avec L. Lemaire, L. Gilmour, M. Barilou ; 20 h. Carte blanche : « Le Prévu », de J. Montalbetti, avec L. Terrier, M. Bouquet, P. Olivier, réalisation E. Frémy (rediffusion) ; 21 h. Concert du Festival de Salzbourg ; 22 h. 30, Entrées avec François Mauriac,

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

Daladier, chef de gouvernement

EN décembre 1975, se tenait, à la Fondation nationale des sciences politiques, sous la direction de René Rémond, un colloque consacré à la France sous le gouvernement Daladier d'avril 1938 à septembre 1939. Comme les colloques précédents, sur Léon Blum chef de gouvernement, et sur le gouvernement de Vichy, il associait auteurs et historiens, pour mener une étude scientifique. Alors suppléant-taire : les auteurs des communications avaient disposé, à côté des archives publiques désormais accessibles, des archives privées d'Edouard Daladier, conservées à la Fondation des sciences politiques. Des mille deux cents pages ronéographiées nées du colloque, une partie seulement sont reprises dans ce volume : *Edouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939* (1), en attendant un second volet consacré à la France et les Français en 1938-1939. L'expérience originale que constitue le dernier gouvernement de temps de paix de la III^e République fait l'unité d'un livre qui éclaire, tour à tour, la situation politique, la politique économique et sociale, la politique extérieure, les rapports du gouvernement et de l'opinion.

Les années 1938-1939 sont, comme l'observe M. Rémond dans son introduction, fort délaissées : entre le Front populaire et le désastre de la défaite, on a souvent négligé une période intermédiaire, dont l'étude est pourtant « aussi nécessaire à une juste appréciation de l'expérience entreprise en 1936 que pour l'intelligence des causes de la défaite ». Si, lors de la constitution du gouvernement, en avril 1938, le renversement de majorité n'est pas manifeste, en revanche, la rupture du Rassemblement populaire est consommée dans l'été, avant Munich. Comme en 1928 et en 1934, un redressement de majorité intervient en cours de législature. Au terme d'une analyse factuelle des scrutins de la Chambre des députés de juin 1938 à juin 1939, Antoine Prost insiste sur l'attitude des radicaux : pouvaient-ils, pour un certain nombre, du moins, dont on observe les votes dès l'été 1938, « rester fidèles au Front populaire, sans trahir leurs électeurs » ? Une nouvelle fois, la fragilité de la coalition élue en 1936 est mise en évidence. François Cogniel, à partir d'une étude rigoureuse des élections partielles, montre que, s'il n'y a

pas eu de bouleversement de la force des divers partis — ni les modérés, ni les nouveaux partis de droite, P.P.F. et P.S.F., ne bénéficient du recul du Front populaire, — l'essentiel a été le retournement tactique opéré par les radicaux dans la majorité des départements, approuvé par les électeurs radicaux.

Si le renversement de majorité en cours de législature évoque 1928 et 1934, ce redressement se fait, en 1938, sous la direction des radicaux, et non des modérés, qui se résignent à cette situation. Aussi bien, devant la gravité des problèmes intérieurs et extérieurs, dont l'interaction a rarement été aussi sensible, les partis et les forces politiques connaissent-ils en leur sein des divisions profondes. Cet arrière-plan, dont la description n'est malheureusement pas donnée dans ce volume, est facilité par la compréhension de la contribution très neuve de Gilles Le Béguec sur l'évolution de la politique gouvernementale et les problèmes institutionnels. Le gouvernement Daladier n'a pas été un gouvernement ordinaire. Il a battu des records de durée jamais atteints depuis la retraite de Foincaré. Il a imposé une image d'autorité et son chef a acquis une popularité croissante. Le manque de cohésion du gouvernement, au sein duquel coexistent Georges Bonnet et Paul Reynaud, les faiblesses et les contradictions de l'action gouvernementale ne peuvent masquer ces données majeures : la concentration exemplaire de responsabilité sur la personne du président du conseil, l'accroissement du poids de l'exécutif, attesté par la généralisation de la procédure des décrets-lois. Si les Chambres acceptent cette « abdication », c'est bien parce que l'opinion attend du gouvernement qu'il affirme son autorité.

Le « dérèglement » des mécanismes institutionnels, sans cesse pourtant de réforme des institutions, l'effacement du président du conseil, l'effacement du président du conseil à s'adresser directement à la population. La communication d'A.-J. Tudesq montre la plus grande utilisation de la radio par le gouvernement, même si elle demeure modeste au regard des États-Unis, et le renforcement de l'autorité gouvernementale sur l'information radiodiffusée. Au terme de cette évolution, l'administration, par les décrets du 29 juillet 1939, une organisation autonome sous l'autorité du président du conseil. Les premiers sondages d'opinion, dont Christel Peyrefitte marque l'apport, confirment

le sentiment qu'un style nouveau de gouvernement et de vie politique s'esquisse. Daladier a-t-il été conscient de ces mutations ? A travers des contributions qui, et c'est un peu dommage, n'évoquent guère l'homme, mais lui prêtent parfois de bien profonds talents, on a l'impression que le député du Varançais ne voyait pas si avant. Mais n'est-il pas significatif d'une évolution générale que ce radical se soit affirmé, selon le mot de son collaborateur Roger Genévrier, comme un chef de gouvernement « autoritaire », fort qu'il était d'un large consensus populaire, qui alla croissant jusqu'à la guerre ?

Le gouvernement Daladier signifie, après le Rassemblement populaire, un redressement de majorité. Il entend, d'autre part, une politique économique et sociale différente. Celle-ci est, du reste, responsable des deux seuls remaniements, le départ de Frossard et Ramadier le 23 août après l'annonce d'accomplissements dans l'application de la loi qui limite la durée du travail à quarante heures, conquête symbolique du Front populaire, l'arrivée surtout de Paul Reynaud aux finances le 1^{er} novembre 1938. Historien, mais aussi témoin, Alfred Sauvy donne une vue d'ensemble de la politique de Paul Reynaud. Les décrets-lois, qui accroissent les impôts, réduisent les dépenses, assouplissent les quarante heures, veulent, par un retour à une politique libérale, faire repartir la production. Cette politique devait se traduire par une réussite. Daladier lui apporta son appui politique. Pourtant, et Sauvy le rappelle opportunément, les syndicats ne sont pas satisfaits à être hostiles. L'opinion n'a-t-elle pas quelque préférence pour l'inflation ? Les milieux d'affaires ne sont pas unanimes : la rigueur monétaire va rendre l'économie plus malade, estime le *Capital*, et, dans la *Revue de Paris*, Edmond Giscard d'Estaing s'en prend aux décrets qui « jettent dans le braier une partie nouvelle des faibles réserves des richesses françaises... et allouent à l'Etat un nouveau vol de trésorerie ».

Les succès de la politique de Paul Reynaud : reprise de l'économie, recul du chômage, devait démentir les conceptions malhonnêtes dominantes. Cependant, coupable de s'en prendre aux quarante heures, le gouvernement avait dû briser le 30 novembre 1938 l'opposition du mouvement ouvrier. Ce livre apporte beaucoup sur la grève du 30 novembre, dont l'échec marque la fin du grand mouvement social de 1936 et ouvre une

crise grave du syndicalisme. Un ensemble de communications sur le Nord, l'Isère, Marseille et le Sud-Est, l'Auvergne, montrent l'ampleur variable de la grève. Celle-ci fut largement suivie dans le secteur privé. En revanche, dans le secteur public ou apparenté, l'intervention des forces de l'ordre, la réquisition, entraînant l'insuccès du mouvement. La C.G.T. avait subi une défaite qu'amplifia la répression ultérieure, dont Antoine Prost marque la violence, qu'elle soit judiciaire, administrative ou patronale.

Cet épisode majeur appelle deux questions. Pourquoi la C.G.T. s'est-elle engagée, non sans hésitation, dans le mouvement ? Quelles étaient les intentions du gouvernement ? Certes, Joubert est conscient du « désenchantement » syndical, selon le témoignage de René Belin, mais il doit tenir compte de la pression de la base, de l'attitude des communistes au sein de la C.G.T. Ce point paraît avoir été sous-estimé lors du colloque Daladier. Un livre récent sur Marcel Pivert et le pifisme (2) montre bien que les dirigeants communistes utilisent le mécontentement ouvrier contre les décrets-lois pour protester contre la politique extérieure « munichoise », et notamment la venue à Paris de Ribbentrop. Dans la métallurgie de la région parisienne, avant le 30 novembre, les délégués syndicaux dirigés par le parti communiste lancent un mouvement qui aboutit à l'occupation de l'usine Renault, le 23 novembre. Si les dirigeants communistes se contentent ensuite de le mouvement et dénoncent les « agitateurs trotskistes », leur pensée explique que Joubert, soucieux de ne pas se laisser déborder, ait accepté une grève limitée.

Tombait-il pour autant dans une véritable « provocation » gouvernementale, comme l'estime, avec quelque excès, Antoine Prost ? A vrai dire, ni la fermeté incontestable du gouvernement ni l'erreur d'analyse de la C.G.T. ne suffisent à justifier une telle appréciation. Il paraît également partiel de faire simplement de Paul Reynaud l'homme de la politique « préconisée par la droite » et le patronat : « mettre fin au pouvoir syndical ». Ce sont là cohérences trop simples. Surtout, comme le montre Elisabeth du Réau dans une excellente étude fondée sur les archives Reynaud, Paul Reynaud, ainsi que ses collaborateurs Alfred Sauvy ou Michel Debret, a toujours considéré le régime des

quarante heures comme préjudiciable au développement de la production et facteur d'inflation. Pour Reynaud comme pour Daladier, le soul de la défense nationale est déterminant. Ne voir qu'une volonté de revanche sociale, bien souvent évidente, revient à méconnaître une composante essentielle de la réalité et à ramener en termes de politique intérieure.

Or l'histoire du gouvernement Daladier est dominée par la politique extérieure et la montée des périls. La volonté de redressement qu'incarne le président du conseil contribue à fonder sa popularité. Mais, comme le montre René Girault dans sa communication, le gouvernement est divisé en son sein : partisans de la politique de Barthou et du soutien à la Tchecoslovaquie ; munichois résignés, sans illusion sur l'axe et favorables à une politique de résistance ; « pessimistes » qui jugent l'« apaisement » avec l'axe inévitable, quitte à lui laisser les mains libres en Europe orientale. Ces divisions font la faiblesse d'un gouvernement qui, selon le mot de René Rémond, annonce tout autant la résistance que la révolution nationale. Faut-il ajouter une autre contrainte, la tutelle qu'exerce la « gouvernance anglaise » (3), pour reprendre la belle formule de François Bédarida, sur les choix de la diplomatie française, voire sur le choix de ses responsables ? Il est vrai que ces empêchements étaient favorisés par les dissensions du monde politique, les luttes de fractions, la crise du régime parlementaire. Tentative de redressement qui marqua le début du discrédit, le gouvernement Daladier ne parvint pas à porter remède à la crise de la démocratie française.

(1) Edouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939, sous la direction de René Rémond et Jeanne Poudin. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 320 p. broché 85 F, relié 125 F.

(2) Jean-Paul Joubert, *Désenchantement de la C.G.T.*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 204 p., broché 65 F, relié 125 F. Par-delà un discours volontiers acrobatique, ce livre apporte des données utiles à la connaissance du syndicalisme français.

(3) Sur un aspect des relations franco-britanniques, on lira avec grand intérêt l'étude fort riche de Patrick Fridenson et Jean Lévy : *La France et la Grande-Bretagne face aux problèmes aériens (1935-1940)*, préface du général d'armes aériennes Charles de Gaulle, service historique de l'armée de l'air, Vincennes, 1976, 208 p. Ce travail marque bien la relance de la coopération en 1938.

La vie du langage

L'AUTRE FRANÇAIS

L'INTERET essentiellement politique (au bon sens du terme d'ailleurs : une affaire de citoyens) porté depuis quelques années aux langues régionales n'a pas fait avancer en proportion notre connaissance de ces langues. Par contre (ou : qui plus est), il tend à donner du pays linguistique cette image oisive : autour de cette image oisive, le français central « domine » et « a du lui ». Au-delà, occupant toutes les périphéries, des langues régionales opprimées, entre les deux, rien à signaler.

Or entre le français central et les langues régionales, il y a l'infinité diversité et richesse des « français régionaux », méconnus (ce n'est pas de démenter les patentes) et méconnus. La migration estivale peut être une occasion de prendre contact avec eux.

Voici, par exemple, deux travaux sur le français régional de l'Ouest atlantique, Vendée, Charente, Mayenne. L'un est une monographie savante (trop savante peut-être ?) de M. Pierre Rézeau (l'un des rédacteurs du T.L.F.) sur un patois de Vendée : le parler rural de Vouvan (1) ; l'autre, un travail beaucoup plus accessible (mais qui manque peut-être de rigueur scientifique ?) de MM. Augustin Jeuneau et Adolphe Durand, le *Parler populaire en Anjou* (2).

Premier étonnement, toujours renouvelé quand on aborde un français régional : la richesse, la justesse, la drôlerie vivante et gauloise du vocabulaire. Le français populaire, qu'il soit régional ou parisien (auquel cas on le baptise indûment « argot »), manifeste profondément ce « jeu » de la langue qui manque tellement, et pour cause, au français académique.

La notation exclusivement phonétique, et peut-être exagérément minutieuse, du patois de Vouvan par M. Rézeau rend très difficiles (et impossible au grand public) la lecture et la transcription de l'abondant vocabulaire recueilli. A peu près chaque

mot impose un décodage épouantant et peu sûr ; ce que l'auteur gagne ici en rigueur scientifique, il le perd et au-delà en « rendement ». Une édition plus simple, alphabétique, serait certainement bien accueillie.

A Vouvan, au moins dans la langue des enfants et des « pépés », chaque mot a son sobriquet : le pouce, le pouzot ; l'index, l'oridin (?) ou le lichepot en Choletais (c'est lui qui l'on passe dans les pots de confiture épuisés) ; le majeur, la casaque ou le (la ?) longie ; l'annulaire, Jean-de-saut (?) ou le malachie, et le petit doigt : le riquiqui ou le petit courtlaud.

A Vouvan encore, pour l'action de sortir du lit, de se lever, de partir : *démouiller, dégarocher, dégueumiller, décaniller*. Ce dernier assez étonnant : il s'agit sans doute de « décaniller » : partir (populaire, mais non argotique), en même temps que du « décaniller » bas-normand et du « dégueumiller » franc-comtois. Origine ? On peut penser au chenil (les chiens « sortent du chenil », décanillent ?) Ou au nid : mais on aurait (et on a) alors *dénicher* (de : dénicher bas-latin). Pour *démouiller*, ce serait « sauter du mur » ? Mais *dégarnir* garde son mystère.

Il est racheconne ! Abondance de rapprochements inattendus aussi entre le parler parisien populaire et celui d'Anjou tel que relevé par nos auteurs (A. Jeuneau et A. Durand). Cette fois, il est impossible de dire si les mots notés sont véritablement angevins, ou ne seraient pas des « popularismes » venus de Paris ? Le lexicologue amateur, déçu par la technique rébarbative de P. Rézeau, restera sur sa faim devant la légèreté technique du second ouvrage.

Voici en tout cas de bonnes gloses. D'un outil ou d'un récipient de métal bon pour le rebut, on dira : « V'la un pauvre fermet qui bat la dèche ». Il faut lire

loi bien sûr : un *fermet*, un objet de fer. Quant à la dèche, de même origine que *déchoir*, *déchet*, etc., populaire ou non, c'est un mot parfaitement français.

Un avaré, c'est un racheconne. Peut-on suggérer très à l'aventure quelque explication telle que : rache : couenne ? *Raqueur*, en français rég. du Nord et de l'Est, c'est « racher », donc payer. L'avare ne donne que la couenne du porc ? Retour à Vouvan avec un argot, « mal habillé, en loques » ; alors qu'un *aricotier* d'Anjou, c'est un homme chicanier.

Ce n'est pas incompatible. Oyez plutôt, oyez merveille. Nos deux mots et quelques autres (le *haricot*, de mouton) viennent d'un ? *haréngermanique* : déchi-quel. Qu'il s'agisse d'habilement (argot), d'arguments (aricotier) ou de viande (aricot, devenu haricot), c'est la même idée. Un rapprochement avec *argoter*, mendier, d'où est venu l'argot, la langue des mendicants, est séduisant, mais imprudent.

A Vouvan encore, abondance de gentillesse pour désigner ceux que l'on n'apprécie pas. A vous le *de madames*, et sans votre respect. Une *Marie-pétasse* perd son temps en bavardage et chicanes, une *Marie-beudesse* ou une *grande snie*, c'est une femme sans goût ; une *gourandine* ou une *courtoisane*, une femme qui en a trop pour les hommes ; une *sainte-ébouduche*, c'est une oie blanche.

Pour la snie, il faudrait transcrire *canelle*. C'est le fruit rouge de l'aubépine, et en même temps une abréviation de *coccinelle*. Le rapport avec la dame dont on pense du mal ? Peut-être dans une expression des tabliers : ne prêter qu'un peu plus qu'une canelle, ne faire aucun cas de : la canelle étant un fruit de mystère.

A nous maintenant. On dit en Anjou aussi bien un *souillon* qu'une *souillon*. C'est juste. Un *souillon* de jupon, un *traineur* de chemins, c'est un *chenilleux* ; un pauvre type, c'est un *parotin*.

Hésitation évidente : est-ce de la campagne que le mot est passé à Paris, ou l'inverse ? Même incertitude pour *petrouille*, bon à rien. Il nous est connu pour la première fois par le procès de la bande d'Orgeres (1790). Dans la bouche des truands d'alors il signifie, comme aujourd'hui, « paysan », sans plus ni moins que la dépréciation habituelle, hélas, à l'homme des villes pour le rot des champs. L'origine du mot serait à chercher dans les *pezuols*, les fèves ou haricots ; mais ces *pezuols* sont du domaine d'oc. Alors ?

Faut déricasser ma blonée !

Autre énigme, entre cent. L'angevin populaire a : se *gourner* pour : se tromper. On peut penser que les auteurs ont pris pour un « angevinisme » ce qui n'est qu'un *parisienisme* passé en Anjou. Mais *gourer* est attesté déjà dans toute la Normandie au *dit-espagnol* siècle, avec le même sens. L'itré l'ennegrele (Litré) avec l'exemple : j'ai été *gouré* par des signetins. Il est *aujourd'hui* senti comme « de l'argot » ; mais on est en droit de penser qu'il a subsisté en Anjou, dans une langue populaire si l'on veut, mais d'excellente qualité.

Au reste, on ne sait pas trop d'où il vient. De l'espagnol *gourar* ? Ou du sabir méditerranéen ? Et donc de l'arabe *gharr*, *gharr*, tromper ?

Un fait mineur, mais qui intrigua : l'abondance des termes qui, dans les français régionaux, dénomment l'action de froisser, de frotter ses habits, ou de les détacher. On *détoupe*, on *dérécasse*, une étoffe rabouissée ou *peugnerie*, c'est-à-dire chiffonnée.

Deux notations plus générales. D'une part, la grande proximité de ce français régional-populaire aux racines latines et germaniques de notre vocabulaire ; *peugner* est plus proche du latin *ponere*, que le correct *pondre* ;

coger, obliger à, reproduit le latin *cogere*, autrement dit *dispar*. Et la peur de mots descendant du gaulois que nous ayons gardée se retrouve dans les français régionaux.

De même, seconde note, les auteurs du *Parler populaire en Anjou* sont bien inspirés de souligner l'étroite parenté qui lie ce parler à celui des Académiciens du Nouveau-Brunswick et même de Louisiane, et de voir dans la *Sagouine*, d'Antoine Maillet, un authentique texte angevin ou poitevin.

Une conclusion ? Il y a de différents registres, différentes usages ou fonctions du français : littéraire, écrit, technique, populaire, etc. Ces différents registres ne sont pas également étudiés et connus. Nous en savons beaucoup (ce ne sera jamais trop, ni même assez) sur le français littéraire ou écrit : toutes les grammaires, tous les dictionnaires, et des bibliothèques entières leur sont uniquement consacrées. Mais nous en savons beaucoup trop peu sur le français populaire : celui que la terminologie officielle nomme « argot » quand il est parisien, et « patois » quand il est provincial.

Tout fait pressentir l'unité profonde de « ce » français, et sa richesse ; et tout ce que son étude systématique apporterait par contraste aux études de français classique. Or, si ancienne et sérieuse que soit la recherche en dialectologie, à peu près rien de cette recherche ne remonte jusqu'au grand public, son destinataire naturel. Peut-on souhaiter qu'une goutte d'eau de l'océan dialectal soit bientôt consacrée à un dictionnaire national des français régionaux — avant qu'il ne meure ?

JACQUES CELLARD.

(1) Pierre Rézeau, *Un patois de Vendée. Le parler rural de Vouvan*, publié avec le concours du C.N.R.S., 320 p., Librairie Klincksieck, Paris, 1977.

(2) A. Jeuneau et A. Durand, *Le parler populaire en Anjou*, 188 p., Ed. du Choletais, P. Bédarida, 44, rue du Paradis, 45000 Choleais, 1977.

FICTION

« La mémoire c'est complètement dépassé »

SOPHIE termine son problème d'examen ; le *week-end* touche à sa fin, ce vendredi de mai 199... Elle se dépêche de conclure, d'abord pour rendre une copie complète, ensuite pour pouvoir partir en week-end à midi (car en 199... on part en week-end à midi le vendredi, et on espère qu'en l'an 2000 le week-end commencera le jeudi à la fin de l'après-midi).

Sophie termine son problème d'examen et elle arrive à l'opération : 2 x 2. Elle se dépêche de conclure, d'abord pour rendre une copie complète, ensuite pour pouvoir partir en week-end à midi (car en 199... on part en week-end à midi le vendredi, et on espère qu'en l'an 2000 le week-end commencera le jeudi à la fin de l'après-midi).

Sophie part pour la maison de campagne de ses grands-parents. Mais le vendredi après-midi est gâché car son esprit est tourmenté par sa réponse. Le samedi matin, joignant dans le grenier ce qu'elle adore car elle trouve les cahiers, les livres et les jouets de l'enfance de son grand-père, documents préhistoriques — elle découvre un vieux cahier de géométrie. Encore une science perdue qu'on n'enseigne plus. Il est recouvert d'un protège-cahier sur la dernière page duquel sont imprimées des tables. Et elle lit :

2 x 2 = 4.
Sophie passe une très bonne fin de week-end (oh ! pardon : une très bonne fin de fin de semaine).

ALAIN BEHER.

مكتبة ابن خلدون

CARNET

ernement

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

FICTION

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

S

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

PROBLEME N° 1828

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

VERTICALEMENT

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

Décès

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

Visites et conférences

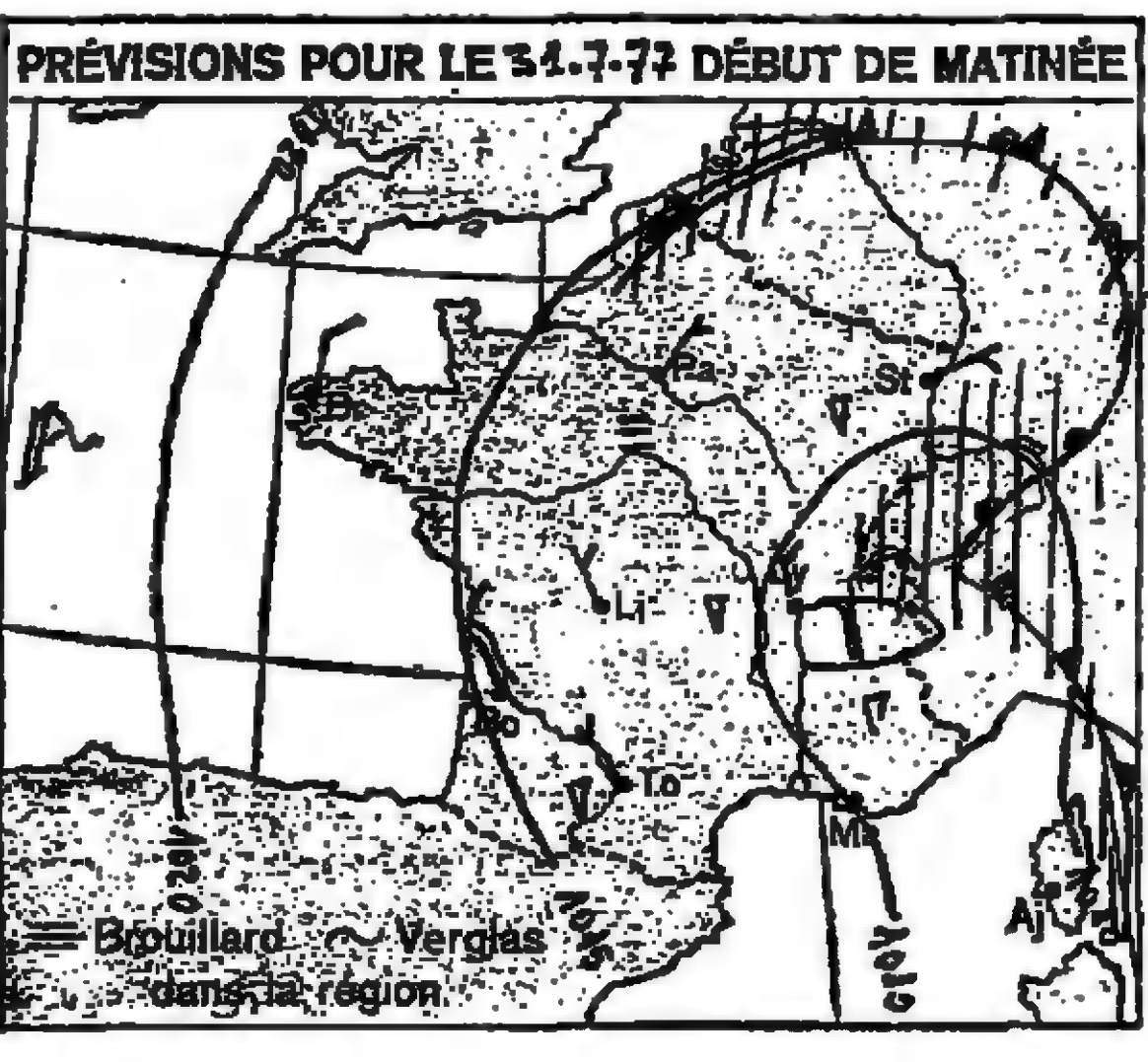
Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

Un geste raffiné

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, M. Maurice Chevalier, a reçu à l'Élysée le ministre de la Santé, M. Michel D'Ornano, pour lui remettre le rapport de la commission d'enquête sur les plages de la Méditerranée. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier. Le rapport, qui a été rédigé par M. D'Ornano et M. Michel D'Ornano, a été remis à M. Chevalier.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 juillet à 9 heures et le dimanche 31 juillet à 21 heures. La dépression centrée en Méditerranée occidentale, qui influence le temps actuel sur la France, restera en place, mais les perturbations qui occasionnent dans cette dépression s'élèveront lentement en dehors de nos frontières orientales et septentrionales. Dimanche 31 juillet, le temps restera médiocre dans tout le pays. Le matin, il y aura de la brume et parfois du brouillard dans nos régions intérieures. Les nuages apparaitront dans la plupart des régions, mais elles seront rares de la Normandie à la France de l'Est. Des pluies intermittentes ou des versers se produiront un peu partout, les régions les plus épar-

gnées étant la Bretagne et le Centre-Ouest. A l'est du Rhône et de la Saône, ainsi qu'en Corse, il pleuvra largement le matin, mais le temps deviendra moins mauvais l'après-midi. La température restera très peu élevée pour la saison. Le vent du nord ou du nord-est, faible ou modéré, se généralisera. Samedi 30 juillet, à 9 heures, la pression atmosphérique notée au niveau de la mer était, à Paris, le Bourget, de 1013,1 millibars, soit 760,9 millibars de hauteur. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juillet; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 juillet): Albi, 29 et 19 degrés; Albi, 29 et 19; Bordeaux, 18 et 13; Brive, 18 et 11; Caen, 17 et 12; Cherbourg, 17 et 12; Clermont-Ferrand, 18 et 13; Lille, 18 et 14; Lyon, 16 et 14; Marseille-Margate, 23 et 18; Nancy, 18 et 14; Nantes, 19 et 13; Nice-Côte d'Azur, 24 et 19; Paris-Bourget, 18 et 15; Pau, 18 et 13; Perpignan, 18 et 17; Rennes, 19 et 12; Strasbourg, 19 et 14; Tours, 18 et 13; Toulouse, 22 et 14; Poitiers-Fluc, 20 et 15. Températures relevées à l'étranger: Alger, 31 et 17 degrés; Amsterdam, 18 et 14; Athènes, 28 et 27; Berlin, 25 et 16; Bonn, 21 et 11; Bruxelles, 17 et 14; Les Canaries, 24 et 20; Copenhague, 21 et 13; Genève, 19 et 14; Lisbonne, 22 et 12; Londres, 20 et 9; Madrid, 22 et 9; Moscou, 24 et 19; Palma-de-Majorque, 28 et 18; Rome, 28 et 19; Stockholm, 23 et 10.

MOTS CROISÉS

France. — 3. Un rien le fruisse; Existent dans les familles unies. — 4. Il leur arrive de se piquer au jeu. — 5. Dans un état; Pas acquis. — 6. Permet de déduire; Il n'a aucune raison de cacher son jeu. — 7. Redoublant de tonus. — 8. Manque généralement de fraîcheur; Salue le départ d'un importun. — 9. Utilisent diverses formes de ficelles.

Solution du problème n° 1827

Horizontalement
I. Camembert; Ramet. — II. Heure; Compant. — III. Ad; RST. — St. — IV. Semaines; Séries. — V. Os; Emanant. — VI. Evertait; Ass. — VII. No; tude; As. — VIII. El; Incas; Rna. — IX. Sède; Z. — X. Gè; Rétro; Rens. — XI. Express; Sal. — XII. Amen; Net; Vè. — XIII. Amsette; Amer. — XIV. Ma; Tanfures; Ute. — XV. Ence; Rareté.

Verticalement
1. Chasse-neige; Ame. — 2. Adès; Vo; Brancan. — 3. Mu; Maïtes; P.M.U. — 4. Ergastule; Reste. — 5. Mo; El; Irénée. — 6. Nérédies; T.N.T. — 7. Beréma; Nets; T.T. — 8. Rosal; Rimeur. — 9. Tui; Ne; Azov; R. — 10. Se; Ass; Enter. — 11. Rase; ras; Ete; Se. — 12. Altres; Ts. — 13. Mo; Inepties; Mue. — 14. En; Et; Naveta. — 15. Etés; Chalsière.

GUY BROUTY.

EQUIPEMENT

L'ÉTAT DE SANTÉ DES PLAGES DE LA MÉDITERRANÉE

Les plages françaises sont-elles propres ? La publication dans « le Monde » du 16 juillet des résultats des enquêtes départementales a suscité la réaction de plusieurs maires (« le Monde » des 23, 24-25 et 30 juillet) qui font état des analyses effectuées à leur initiative. Autre question : les plages étrangères où se rendent de nombreux Français sont-elles dans un meilleur état que les plages françaises ? Notre correspondant en Italie fait le point.

Un léger mieux sur les côtes italiennes

Rome. — Les pouvoirs publics l'affirment, et la presse ne les contredit pas : par rapport aux années précédentes, la qualité des plages italiennes s'est améliorée. Les usines déversent dans la mer moins de produits polluants, tandis que les villes côtières s'équipent d'installations d'épuration. Un diagnostic global n'a cependant guère de valeur. L'Italie compte près de 500 kilomètres de côtes, où l'on trouve toute une gamme de plages, des plus propres aux plus sales. Dans l'ensemble, on distingue trois catégories de régions : celles où la pollution est rare (l'Emilie-Romagne, la Basilicate, le Molise, la Sardaigne et l'archipel toscan) ; celles qui sont un peu plus atteintes (Ligurie, Pouilles-Vénétie, Toscane, Calabre, Sicile, Abruzzes, Frioul-Vénétie-Julienne), et celles, enfin, où il est bon de se renseigner avant de prendre un bain (Lazio et Campanie). Plus précisément, en parcourant les côtes italiennes de la France à la Yougoslavie, on rencontre les gros points noirs suivants : Gênes, Livourne, Civitavecchia, Fiumicino, Naples, Salerne, Milazzo, Gela, Syracuse, Brindisi, Bari, Barletta et Trieste. Les interdictions de se baigner sont d'ailleurs fréquentes aux alentours de ces centres industriels ou urbains, qui n'ont pas encore de stations d'épuration suffisantes. En matière de protection des eaux, l'Italie a rattrapé son retard, du moins sur le papier. En mai 1976, elle s'est enfin dotée d'une législation d'ensemble, la loi Merli, du nom de son auteur, qui prévoit deux dispositions : des limites d'acceptabilité pour les déchets industriels, avec des normes de sévérité croissante, et une discipline nationale pour les déchets urbains qui sera établie sur la base de plans d'assainissement régionaux. Dans le premier cas, la loi devrait être appliquée dans toute sa rigueur en 1982 ; dans le second, une dizaine d'années seront nécessaires pour qu'elle donne son plein effet.

La détermination des jeunes magistrats

« Nous avons les meilleurs lois du monde, disent souvent les Italiens, mais il reste à les mettre en pratique. » On doit cependant constater la détermination avec laquelle certains jeunes magistrats commencent à s'attaquer à la pollution industrielle. Cela a conduit plusieurs groupes publics ou privés (notamment l'ENI, l'IRI et Montedison) à équiper leurs usines d'épuration modernes. Plusieurs grandes municipalités, comme Rome, prennent le même chemin. Des contrôles réguliers, effectués tous les 2 kilomètres, sur le littoral, par des officiers sanitaires locaux et les capitaineries des ports, les y encouragent fortement. Pour les petites communes, c'est plus difficile. Beaucoup d'entre elles se sont équipées d'un épurateur on envisage de le faire. Mais ces appareils fonctionnent souvent mal, faute d'un personnel capable de les entretenir. Les moyens de se suffire. Le responsable d'une entreprise qui fournit des épurateurs remarque : « Les plages sont moins polluées que jadis. Je doute cependant que le mérite principal en revienne à nos installations, qui sont encore trop peu nombreuses et mal utilisées. En fait, c'est l'installation d'épuration pendant les années 60, constatée aujourd'hui une croissance anormale de la flore marine sur son littoral avec un étrange engorgement des algues. Est-ce l'action « fertilisante » des épurateurs qu'il faut mettre en cause, et leur insuffisance compte tenu de l'industrialisation croissante de cette zone ? L'apparition d'algues « rouges » dans la région la plus communisme d'Italie suscite, en tout cas, de malicieuses interrogations... »

LE LAVANDOU : une seule fois en 1976

M. Paul-Emile Duroz, ancien maire du Lavandou, dans le Var, nous écrit : « Pendant six ans, avec l'aide du directeur du bassin Rhône-Méditerranée-Corse et du chargé de mission au ministère de l'Environnement, grâce au FIANE (Fonds d'intervention et d'action en faveur de la nature et de l'environnement), j'ai œuvré pour que les huit plages du Lavandou bénéficient du tout-à-l'égout, d'une station d'assainissement moderne, de deux émissaires d'un de 1.300 kilomètres à 47 mètres de profondeur, l'autre de 600 mètres, à 26 mètres de profondeur) et nous avons obtenu la médaille d'or pour la lutte contre la pollution, des mains mêmes de M. Foulade, alors ministre de l'Environnement. Une seule fois, en 1976, le 8 août, à 10 heures du matin, les moteurs électriques du poste de refoulement de la plage du Lavandou se sont arrêtés. Un voyant du disjoncteur ayant été cassé, les eaux usées se sont déversées sur la plage, à raison d'environ 300 mètres cubes. Dès 10 heures, j'ai immédiatement interdit les baignades, que j'ai pu faire rétablir, dans l'après-midi, à 16 heures, le mistral ayant chassé au grand large, le même jour, les eaux polluées. Il a suffi d'appuyer sur le disjoncteur pour que les pompes se remettent en marche. Depuis, j'ai fait brancher une sirène, au-des-

CORRESPONDANCE

BANDOL : toutes les analyses seront publiées

M. Christian Goux, maire de Bandol, membre du comité directeur du parti socialiste, nous écrit : « Mais une question demeure : pourquoi les ministères n'ont-ils pas entrepris dès l'automne 1976, en accord avec les communes concernées, une action concertée pour trouver une solution à ce grave problème, car les solutions existent, des usines de traitement des eaux usées fonctionnent déjà dans certaines villes. D'ailleurs, M. Michel D'Ornano vient d'adresser aux élus, avec ses compliments, une plaquette intitulée « M. le maire et la station d'épuration des eaux » fort instructive, où l'on peut apprendre que l'état subventionne de 20 à 50 % de la dépense et que des subventions complémentaires peuvent s'ajouter. En réalité, toutes aides confondues, la ville aura prochainement à sa charge de 50 à 70 % de la dépense. Cela vient confirmer ce que tous les maires savent, mais qu'il faut une nouvelle fois répéter : les communes ne disposent pas de moyens financiers nécessaires pour résoudre vraiment les problèmes de pollution. Et ceci est particulièrement vrai dans les communes du littoral où la population peut passer, comme à Bandol, de 5.000 habitants l'hiver à 20.000 l'été, ce qui nécessite des équipements hors de proportion avec leurs moyens déjà modestes. Aussi, le gouvernement, plutôt que de dénoncer le 15 juin une situation qu'il connaît de longue date, aurait été mieux inspiré de doter les communes des moyens propres à y remédier. L'initiative des ministères et des préfets semble de prime abord tout à fait louable, car il est moralement indispensable de dire la vérité aux Français, aux Varois, aux Bandois. Mais il est pour d'assainissement moderne, de deux émissaires d'un de 1.300 kilomètres à 47 mètres de profondeur, l'autre de 600 mètres, à 26 mètres de profondeur) et nous avons obtenu la médaille d'or pour la lutte contre la pollution, des mains mêmes de M. Foulade, alors ministre de l'Environnement. Une seule fois, en 1976, le 8 août, à 10 heures du matin, les moteurs électriques du poste de refoulement de la plage du Lavandou se sont arrêtés. Un voyant du disjoncteur ayant été cassé, les eaux usées se sont déversées sur la plage, à raison d'environ 300 mètres cubes. Dès 10 heures, j'ai immédiatement interdit les baignades, que j'ai pu faire rétablir, dans l'après-midi, à 16 heures, le mistral ayant chassé au grand large, le même jour, les eaux polluées. Il a suffi d'appuyer sur le disjoncteur pour que les pompes se remettent en marche. Depuis, j'ai fait brancher une sirène, au-des-

LE COMITÉ CENTRAL DU CONSEIL OCÉANIQUE A COMMENCÉ SES TRAVAUX A GENÈVE

Genève (U.P.J.). — Les cent trente-quatre membres du comité central du conseil océanique des Eglises sont réunis à Genève, jusqu'au 8 août, sous la présidence de l'archevêque Edward Scott, primat de l'Eglise anglicane au Canada. A l'ordre du jour : — Le respect des droits de l'homme, en particulier en Afrique australe (Rhodésie, Afrique du Sud, Namibie) et en Europe (au regard de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe) ; — La torture ; les firmes multinationales (le Monde) ; — La course aux armements et l'énergie nucléaire ; les problèmes économiques et sociaux. Les relations du christianisme avec les autres grandes religions et les questions spécifiquement océaniques seront également examinées.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
108 F 135 F 233 F 270 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
190 F 375 F 533 F 730 F

ÉTRANGER
(par messageries)
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
135 F 250 F 365 F 480 F

II. — TUNISIE
173 F 325 F 478 F 630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

A PROPOS DE...

LES CONSÉQUENCES DU MAUVAIS TEMPS

La Vendée victime de la pluie...et de l'Espagne

Le mauvais temps perturbe les vacances des Français. Dans plusieurs départements, les hôteliers signalent des annulations et déclarent avoir reçu très peu de réservations pour la seconde quinzaine d'août. L'augmentation du prix de l'essence et des prix des services peut aussi expliquer la « mollesse » de la saison touristique et les « évactions » de vacanciers vers des pays relativement plus favorisés. En exemple : la situation en Vendée.

Deuxième département français pour l'accueil des touristes (un million deux cent mille pour une population sédentaire de quatre cent soixante mille habitants), la Vendée, si parcourue de la saison, connaît une situation aussi mauvaise que le temps. Selon les premières estimations recueillies par les offices de tourisme, il semble que le nombre des vacanciers français (et notamment étrangers) en juin et en juillet. Beaucoup d'entre eux préférant sans doute descendre vers l'Espagne, son soleil, sa météo plus avantageuse. Dans les hôtels et les restaurants vendéens, on signale des diminutions de fréquentation de l'ordre de 30 % par rapport à 1976 ; baisse qui atteint 50 % dans les terrains de camping. En revanche, les étrangers, notamment les Allemands et les Hollandais, sont venus plus nombreux sur les côtes vendéennes et à l'intérieur, particulièrement dans les villages de gîtes ruraux, dont le succès s'affirme d'été en été. De l'avis des commerçants, les vacanciers ont dépensé moins qu'à l'ordinaire durant ces deux premiers mois d'été. Les salles de cinéma, les librairies, les musées, n'ont pas connu l'affluence que le mauvais temps pouvait laisser pressager. Pour ce qui concerne les locations, les Français ont, cette année, préféré louer à la semaine ou à la quinzaine. Beaucoup ont pu ainsi plus facilement écourter leur séjour. Même si le mois d'août est, comme de coutume, meilleur que le mois de juillet, la saison 1977 aura été mauvaise. Ce sera un coup dur pour l'économie de ce département, où le tourisme joue un rôle important.

HERVÉ LOUBOUTIN.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les étrangetés de la lutte contre le chômage

(Suite de la 1^{re} page.)

Mais le refus opposé, à la fin des années 70, aux grandes revendications syndicales relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite ne fut pas seulement accompagné des mimiques traditionnelles : il fut fondé sur divers travaux d'experts » dont les conclusions furent argumentées par des montages de chiffres et de courbes, sembleraient l'éprouvante : pour accorder aux salariés le droit de prendre des vacances sans une retraite à 50 %, il faudrait multiplier par deux, par trois, ou même par quatre, selon certains, par charité, nous ne nommerons pas, les cotisations de l'assurance-vieillesse... Conclusion unanime de tous ces travaux : une telle réforme conduirait inévitablement à ruiner le pays en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire ! En un mot : l'apocalypse ! Et voilà qu'aujourd'hui on signe d'une plume allègre, comme en badinant, un accord qui octroie aux intéressés infiniment plus — près de 80 % de leur salaire net, — à des conditions beaucoup plus souples — dix ans seulement d'appartenance à la Sécurité sociale, — et dans le cadre d'une économie qui n'est malheureusement plus ce qu'elle était il y a sept ans !... Et l'on n'envoie qu'une augmentation infime des cotisations de l'assurance-chômage ! Un miracle !

Alors une question se pose : à-t-on dit n'importe quoi, hier, pour faire face à des revendications sociales, ou à-t-on fait n'importe quoi, aujourd'hui, pour faire face à des échéances électorales ? Quand a-t-on menti effrontément : hier ou aujourd'hui ?

De toute façon, il n'y a vraiment pas de quoi paviser : la démarche qui consiste à abaisser

sans cesse l'âge de la retraite en condamnant à une oisiveté catastrophique ceux qui, de cette retraite, attendent une délivrance, n'est qu'une capitulation unanimement dénoncée pas tous les spécialistes du troisième âge. Une capitulation devant les vrais problèmes : améliorer en profondeur les conditions de travail pour que celui-ci ne soit plus la cause et le symbole de vies naufragées ; en réduire radicalement la durée hebdomadaire ou quotidienne ; organiser une transition progressive entre la vie active et la vie inactive, au lieu de se borner à jeter plus tôt l'écorce trop pressée ; donner aux retraités les moyens d'assumer des rôles utiles pour la société. Au lieu de s'attaquer réellement à ces problèmes fondamentaux qui sont ceux de notre temps, tout le monde s'accorde pour jeter les plus âgés hors du radar : débarrasser le plancher ! Et pourquoi ? Pour libérer des emplois ! Autre sujet de stupeur ! Ne nous avait-on pas infiniment répété qu'il ne pouvait exister aucune corrélation entre le nombre des départs en retraite et le volume des emplois disponibles pour les candidats au travail ? Eh bien ! c'est changé. On commence à penser qu'il existerait peut-être une corrélation.

Approchez, venez voir !

Effectivement, dans le même temps que l'on pousse les uns vers la sortie, pour les autres, pour les plus jeunes, c'est l'hortation inverse : « Approchez, venez voir ! »

Pour tenter d'insérer ces jeunes dans la vie professionnelle, en effet, toute une batterie de procédures ont été mises en remises au point. Elles visent notamment à encourager les entreprises à les embaucher — ainsi l'exonération des charges sociales patronales, enfin décidées par la loi du 5 juillet 1977, — soit à pousser celles-ci à les prendre en stage. Et, parmi les diverses formules de stages, il en est une dont on attend beaucoup : les stages pratiques en entreprises.

D'une durée de six à huit mois, ils sont destinés à faire connaître aux jeunes de seize à vingt-cinq ans le monde du travail et doivent être effectués dans des entreprises habilitées — le plus souvent l'habilitation sera tacite à cette fin par la direction départementale du travail. Au cours de leur stage, qui, à la différence de l'embauche, ne crée aucun lien contractuel entre l'entreprise et les stagiaires, ceux-ci devront — en principe — bénéficier d'une formation professionnelle de deux cent heures, et ils recevront de l'Etat une rémunération de 410 francs s'ils ont moins de dix-huit ans, de 90 % du SMIC s'ils ont entre dix-huit et vingt-cinq ans.

Nul doute que de nombreuses entreprises en verront qu'avantage à procéder à des embauches déguisées en accueillant des jeunes volontaires rémunérés par la collectivité : une main-d'œuvre inexpérimentée sans doute, mais gratuite. A moins, bien sûr, que l'opération sera, comme on dit, un succès ; même si elle ne crée pas un seul emploi.

Pour les jeunes aussi, elle pourrait n'être pas sans intérêt. Dans l'immédiat d'abord, car rien ne sera pire que de continuer de laisser dans leur détresse ceux qui ne trouvent pas d'emploi ; mais à plus long terme aussi. Dans le futur — serait-il pas tout simplement normal que, avant de s'engager dans la vie professionnelle de façon plus ou moins définitive, et le plus souvent au hasard, les jeunes aient la possibilité de faire, avec un statut suffisamment original pour que les passages de l'une à l'autre ne soient pas assimilés à autant d'échecs — des expériences assez variées pour leur permettre de trouver la voie correspondant le mieux à leurs aspirations et capacités ? Ne faudra-t-il pas, un jour ou l'autre, leur reconnaître un véritable droit à compléter leur formation initiale par des stages prolongés en milieu professionnel ? Les nouveaux « stages pratiques en entreprises » pourraient constituer un premier pas sérieux vers la reconnaissance d'un tel droit. Mais alors pourquoi tant de scepticisme, agressement ou fustige ? Pourquoi tant d'ironie aussi — et dans tous les milieux — autour d'une telle expérience ?

Certains ne manquent pas de dire, non sans raison, que cette mesure vient bien tard et que la date la rend plutôt suspecte. Point n'est besoin d'être grand clerc pour situer les échéances auxquelles se réfèrent ces stages « de

six à huit mois » — comptes sur vos doigts — et pour comprendre qu'il s'agit essentiellement de demander aux entreprises les plus conscientes de la gravité de l'enjeu de mars 1978 d'occuper à tout prix les jeunes gens et jeunes filles saturés de discours redondants et creux : qu'on donne le SMIC à chacun avec un babilloir de formation, et après la date fatidique on verra bien. D'autre part, en fixant la rémunération à 90 % du SMIC — plus que ce que perçoivent l'écrasante majorité des vrais chômeurs, — on a placé la barre trop haut : les multiplications les plus simplistes montrent qu'il faudra l'abaisser après les élections ou bien renoncer.

Par ailleurs, à partir du moment où c'est l'Etat qui rémunère les stagiaires, rien n'impose que les « stages pratiques » se fassent uniquement dans les entreprises privées, comme si réellement il n'y avait rien d'autre dans notre société ! On aurait pu répondre plus intelligemment aux aspirations de certains jeunes et aux besoins de la collectivité en élargissant le domaine de ces stages au secteur public. Pour qu'un stage auprès d'un tribunal, d'une mairie, d'une union de consommateurs, serait-il moins formateur et moins utile qu'un stage dans une usine de chaussures ? On pourrait multiplier les réserves sur cette façon de déguiser de vrais chômeurs en faux travailleurs, cela aux frais de la collectivité.

En réalité, qu'il s'agisse d'inciter les plus âgés à laisser leur place à d'autres, ou qu'il s'agisse d'engranger les plus jeunes dans les entreprises, des décisions fort importantes ont été prises : ces derniers mois dans une atmosphère de vaste improvisation liée aux perspectives électorales. Ce qui, évidemment, ne va pas sans susciter quelques malaises, c'est vrai. Sans même évoquer les hérésies juridiques qui altèrent trop souvent ce nouveau dispositif de lutte contre le chômage. Mais faut-il, parce que les causes n'en sont pas très pures et parce que les conséquences en sont parfois incertaines, voire dangereuses, tout condamner en bloc ? Ce serait oublier que c'est souvent pendant les périodes de crise que, nécessité faisant loi, naissent les réformes, et que, si elles ne sont pas très pures, elles ne sont pas non plus très mauvaises parce que trop précipitées.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

A L'ÉTRANGER

Une agence du Congrès américain juge irréaliste le programme énergétique du président Carter

Selon une étude d'une agence du Congrès américain, le General Accounting Office, les objectifs du plan énergétique du président Carter sont irréalistes, principalement parce qu'ils ont été

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Dans la banlieue de Lille

LE TRIBUNAL ORDONNE L'ÉVACUATION DES ÉTABLISSEMENTS DEFFRENE

(De notre correspondant.)

Lille. — M. Jean Lallemand, juge des référés au tribunal de grande instance de Lille, a rendu le vendredi 29 juillet une ordonnance condamnant la C.F.D.T. à évacuer les deux usines des établissements Deffrene de Roubaix et de Leers, qui sont occupées par le personnel depuis le 4 mai. L'évacuation doit se faire à partir du 21 août, sous peine d'une astreinte de 200 francs par jour de retard.

Tout en notant que l'occupation des usines « crée une situation d'urgence », le tribunal constate qu'il est « compréhensible que des travailleurs soient entrés de voir que l'outil de travail mis temporairement à leur disposition est perdu par suite de la mauvaise gestion et des malversations de leur employeur ». Cependant, déclare le jugement, « ils ne sauraient en profiter pour disposer des locaux et des matériels dont ils ne sont pas propriétaires ». Les établissements Deffrene, un tissage de draperie appartenant à l'origine au groupe Schimpf, employait trois cents personnes au moment du dépôt de bilan (Le Monde du 28 juin).

LES INONDATIONS DANS LE SUD-OUEST

CORRESPONDANCE

Un mauvais moment pour rappeler aux gens qu'ils ne sont pas parfaits

À la suite de l'article d'Alain Giraud intitulé : « Le temps des complaisances » et consacré à Auch quinze jours après les inondations, nous devons recevoir une lettre de M. J.-P. Petitbon, administrateur principal à la Commission des Communautés européennes, dont nous publions les principaux extraits.

Il y a peu de touristes dans le Gers et presque pas d'industries, c'est un fait, mais il y a un style de vie, une vivacité, une curiosité d'esprit que vous retrouvez parfois chez les plus humbles commerçants, une gentillesse dans les rapports humains, une décontraction dans la vie quotidienne dont les Parisiens — qui savent tout, eux — pourraient sans doute s'inspirer. Sous-développée industriellement, la Gascogne ? Peut-être, mais certes pas intellectuellement, car elle a su attirer à elle, à la fin du XIX^e siècle, le plus fort pourcentage de diplômés tout genre, leur cerveau étant leur seul capital.

Velléitaires sa petite bourgeoisie commerçante et respectueuse du bas de laine ? Pas plus qu'ailleurs et sans doute moins motivée que dans le Nord ou l'Est, par le profit à tout prix et le son d'accumuler qui stimulent tant de Français, la Gascogne a su attirer à elle, à la fin du XIX^e siècle, le plus fort pourcentage de diplômés tout genre, leur cerveau étant leur seul capital.

Monsieur Giraud, ne soyez pas si nordique et ne méprisez pas tellement les gens du Sud pour qui l'argent et le travail ne sont pas les seuls buts de l'existence ! D'ailleurs, à part tout pour quoi pas ? Préfère-t-on les spécialistes et les experts à l'université déshérent ? Tout ce qui fait l'humanité, l'humanité, l'amitié, l'amour, la musique, le sport, la lecture, la gastronomie même (eh oui !), sont des choses qui échappent aux chiffres de la comptabilité nationale. Et en Gascogne ce sont des vertus qui n'ont pas encore été tout à fait tuées par la société industrielle et urbaine. C'est peut-être ici qu'on viendra, dans vingt ou trente ans, chercher les antidotes (ce n'est pas chez nous que Maupassant a cherché ses modèles de bourgeois paysans à l'apogée de leur déclin, mais chez nous il y a eu aussi, dans votre région, une catastrophe n'est-ce pas ?) le meilleur moment pour rappeler aux gens qu'ils ne sont pas parfaits.

Libres opinions

S. O. S. Gascogne

par MICHEL PRIEUR (*)

LES inondations de Gascogne ont atteint l'ampleur d'une catastrophe. Les pertes en vies humaines sont tragiques. La Gascogne serait-elle une terre à l'abandon en pays de mousson ? Les dégâts matériels considérables, le désastre agricole, le sinistre des habitations plongent la région, le Gers en particulier qui a le plus souffert, dans une sombre période de difficultés de tous ordres. L'économie régionale, depuis trop longtemps poussée, risque de s'effondrer. Les jeunes qui restent à la terre ou qui peuvent trouver sur place un modeste emploi dans telle ou telle petite fabrique locale sont déjà trop rares. Après un lustre de difficultés agricoles (et les bizarreries du micro-climat ont une lourde part) ne seront-ils pas découragés par la mollesse et le minceur des secours et des aides publiques ? À la fin du siècle, que seront devenus les coteaux et les vallées gersois, aujourd'hui encore couverts de vignes, de maïs ou de tabac ?

Il n'est pas besoin d'être expert en psychologie politique pour prévoir que, sans un sursaut des Gascognais qu'on n'a jamais encore entendus ni bien compris, les pouvoirs publics ne feront pas preuve d'une grande sagacité pour enrayer et accélérer le relèvement régional. Le gouvernement vient de déboursé 2 millions et demi de francs : avec ce geste historique qui, devant l'étendue du désastre, n'est pas sans rappeler celui que Clemenceau fit un jour aux vigneronnes languedociennes en payant le billet de retour par le chemin de fer à un de leurs leaders, venu à sa convocation à Paris, la Gascogne va se relever rapidement de son épreuve, n'en doutons pas !

De partout arrivent à Auch vêtements, ustensiles et couvertures. A en juger par la manière dont les présentateurs de radio et de télévision ont cité les noms des localités touchées, de Lisle sur Douzon à Castéra de Verdun, ou de Mouchon à Samatan, les Français ont de la Gascogne une connaissance géographique qui ne semble guère aller au-delà de ce qu'ils connaissent des îles du Pacifique. Ils n'en ont pas moins réagi avec humanité. Ils y ont d'autant plus de mérite qu'à la différence des générations de Belges, de Hollandais et d'Allemands qui, depuis un siècle, vont à Lourdes et dont les cars passent et s'arrêtent à Auch pour visiter la cathédrale, et qui ont sûrement mieux localisé l'événement, nos générations, surtout les plus jeunes, drainées à la période des vacances vers les plages méditerranéennes, ne se font pas une idée bien vive des pays de Garonne.

Mais la solidarité, réconfortante par la vie nationale, peut donner à l'Etat une bonne conscience à peu de frais. Or la Gascogne, de faible population (à peine cent quatre-vingt mille habitants pour le département du Gers), n'a jamais beaucoup pesé dans la balance des dépenses publiques. Les pays colonisés par la France au dix-neuvième siècle furent certainement, en plusieurs domaines, mieux traités. Surtout, par exemple, qu'il y a trois mois à peine, certaines communes n'avaient pas encore l'adduction d'eau et que subsistent dans plusieurs autres communes de larges « écarts » sans eau ni électricité.

Le Gascogne ne pose pas de bombes aux carrefours. Il ne pointe pas ses fourches devant les bâtiments publics. Tout au plus en vient-il, d'ailleurs, par mimétisme que par conviction, à barrer des routes. Mais ce serait préjuger dangereusement son aptitude à l'acceptation que de penser que la génération montante se contenterait de fuir le pays ou, comme le dit le dialecte gascon, d'y « biner la misère » (apocryphe misère).

Il faut agir, et vite, pour donner à cette province la place économique à laquelle elle ne doit pas avoir honte de prétendre, et la dignité sociale qui lui revient dans la nation. Ni l'armagnac, ni le foie gras, ni le vin de Madiran n'ont réussi à donner à la Gascogne droit de cité dans l'économie nationale ou dans celle du Marché commun, soit que ces produits ne connaissent pas de diffusion vraiment organisée, soit que les moyens publicitaires fassent défaut. Le stéréotype éculé qui fait du Gascon un vantard traine encore trop dans les préjugés collectifs. On devrait plutôt l'inviter à moins de réserve ; parce qu'il a horreur de parler de lui, il attend sans hâte que le bon sens finisse par faire découvrir son pays à la société moderne. Naïve illusion, qu'on entendrait avec complaisance depuis qu'il est de mode de vanter, auprès d'un public socialement restreint, les mérites des vieilles fermes gasconnes transformables en d'adorables résidences secondaires, avec leur pigeonnier, leur cheminée moyenâgeuse, leur four à pain et leur vaste châl !

Les pouvoirs publics ne devraient pas attendre davantage pour :

- 1° Confier à une commission officielle une enquête scientifique sur les causes des inondations. Sont-elles dues à un phénomène météorologique tout à fait aléatoire et imprévisible, ou à un phénomène moins ponctuel, comme la fonte des glaciers pyrénéens entraînant avec l'élevage de la température dans l'atmosphère, l'accroissement du taux de pluviométrie ? Le canal de la Neste, construit pour régulariser le débit de la Save, de la Gimone, du Gers et de la Baise, a-t-il suffi ? Pourquoi, alors que le barrage de l'Aspoux a protégé efficacement la vallée de l'Arrats ?
- 2° Faire établir, sur la base de ces informations, le rapport entre le volume des eaux susceptibles de s'abattre dans le cours de ces rivières et la capacité de leur lit ;
- 3° Déterminer le coût des travaux de creusement ou d'endiguement desdites rivières pour parer à des crues semblables et faire inscrire leur dépense au budget national du ministère de l'équipement (en plusieurs tranches s'il le faut) ;
- 4° Évaluer sans surcharge ni sous-estimation le montant réel des dégâts et faire voter par le Parlement une loi ponctuelle permettant leur remboursement aux intéressés. L'ouverture d'un crédit au Fonds national de secours aux victimes des sinistres et des calamités leur semblerait combler cette attente mais, outre qu'on ne peut créditer avec équité et efficacité cette instance qu'après une estimation conduite par les pouvoirs publics, un crédit n'est jamais qu'un crédit qu'il faudra bien un jour ou l'autre rembourser, et les victimes ou même les collectivités locales n'auront-elles pas à supporter l'échéance ?

Pour relever la Gascogne, ces initiatives ne constituent qu'un minimum. L'Etat, cela va sans dire, a pour tâche de protéger les populations de quelque région qu'elles soient et quelle que soit leur densité. Il a le devoir de prendre en charge les conséquences des calamités naturelles. Mais sans doute lui faut-il le sens de la chose publique et de l'indivisibilité nationale. Or il semble que nos gouvernants aient tendance à s'en faire une idée de plus en plus étroite, la réduisant à une peau de chagrin et laissant aux individus ou aux groupes privés le soin de se débrouiller eux-mêmes, surtout s'ils ont l'infortune d'être les habitants d'un de ces coins obscurs de province qu'aucun rapide ne dessert, où aucune autoroute ne passe et où il n'y a que trois fois rouges à 80 kilomètres à la ronde.

(*) Agrégé de philosophie, maître assistant à l'université de Nice.

● PRÉCISION. — M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, a déclaré en substance : « Les jeunes démocrates sociaux réunis à l'université d'été » à Port-Cros (Var) le 28 juillet, que l'organisation du marché des fruits et légumes rend inévitables les opérations de rétro, mais que les produits excédentaires doivent être distribués aux œuvres sociales dans la mesure où cela ne dérange pas les circuits de distribution. M. Méhaignerie n'a donc pas déclaré, comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions du 30 juillet, que les fruits et légumes excédentaires ne seront plus détruits, mais distribués gratuitement dans les hôpitaux et les écoles.

PATRONAT

LE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES NE NOUS REGARDE PAS déclare M. Ceyrac

Lors d'un entretien télévisé diffusé le 29 juillet au cours de l'édition de 13 heures de TF1 actualités, M. François Ceyrac a évoqué le « milliard du patronat » auquel avait fait allusion M. François Mitterrand lors d'une récente conférence de presse. (Le Monde du 31 juillet.)

« Depuis quelques semaines, une sorte de campagne a été lancée pour créer la confusion dans les esprits et le discrédit sur les chefs d'entreprise. Nous l'avons dit tout de suite : ces accusations sont sans fondement. » a déclaré le président du C.N.F.P., qui poursuit : « Je voudrais ajouter deux choses : 1° il y a un premier problème, celui du financement des partis politiques. Dans ce domaine, nous nous refusons absolument à intervenir. Cela ne nous regarde pas. On a voulu jeter une confusion sur ce point. Il faut être clair.

« Un deuxième problème est celui de l'information de nos adhérents, c'est-à-dire de centaines de milliers de chefs d'entreprise, sur le sort que leur réserve, dans le domaine de la vie professionnelle, le programme commun. C'est notre droit et notre devoir de les informer de tout ce qui se fait dans une certaine hypothèse. »

AFFAIRES

● Vers une modification de la répartition du capital de la société Rousselot. Une partie non négligeable du capital de la société Rousselot pourrait changer de mains. La cotation des actions à la Bourse de Paris a été suspendue le 29 juillet, en raison de l'imminence d'une opération financière. Des négociations ont, semble-t-il, été engagées avec l'accord du conseil d'administration — avec un groupe français aux activités fort diverses, en vue de la cession par des membres de la famille Rousselot de tout ou partie de leurs participations dans la société (actuellement 34,25 %). On parle de la SANOFI (filiale du groupe Rhône-Poulenc). Le groupe Assurances nationales, détenant de son côté 9,5 %, la Banque de l'Union Européenne 9,5 % et la Caisse des dépôts 6,14 %. Rousselot est le premier fabricant mondial de gélatine à usage alimentaire et industriel (collés, pellicules photos, etc.), avec un chiffre d'affaires consolidé de 1,6 milliard de francs. Le groupe exerce également son activité dans l'alimentation animale.

مكتبة المصلح

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Vif redressement du dollar

Après avoir touché son plus bas cours historique par rapport au DEUTSCHEMARK, le DOLLAR s'est très vivement redressé à la fin d'une semaine particulièrement agitée, le comportement des marchés des changes ayant pu être qualifié de chaotique. Autre événement notable, la hausse de la LIVRE STERLING, qui a été brutalement détachée du dollar, sans toutefois trop élargir l'écart. Dans cette mini-tempête, le FRANK a tiré son épingle du jeu, en restant pratiquement stable par rapport au dollar.

Lundi et mardi, le dollar continuait à s'enfoncer, les opérateurs restant sous le coup des propos très « décontractés » de M. Michael Blumenthal, secrétaire d'Etat au Trésor, qui, la semaine précédente, se déclarait peu ému par l'énorme déficit commercial de son pays, et restait partisan du libre flottement des devises sur les marchés.

Un coup de cours de la monnaie américaine tombait, à Francfort, avaient abondamment vendu les jours précédents : à la veille du week-end, le dollar remontait brutalement à plus de 2,30 DM contre 2,26 la veille, et à Paris, passait brutalement de 4,83 F à 4,88 F.

Redressement durable ou simple réaction technique ? Peut-être un peu des deux. Il est probable que le cours du dollar redressera quelque peu, mais il n'est pas contestable qu'un coup d'arrêt à la baisse a été donné : la chute a, de toute façon, été trop rapide, et, comme le laissent entendre les Européens, elle ne saurait laisser longtemps indifférents les pétroliers arabes.

Le second événement de la semaine a été la décision prise par la Grande-Bretagne de détacher temporairement la livre du dollar, dont elle n'épousait plus les fluctuations comme elle l'a fait depuis sept mois. Un porte-parole de la Banque d'Angleterre indiquait que le maintien de la valeur du sterling exprimée en dollars

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Franc	Lira italienne
Londres...	—	1,7375 1,7195	4,8748 4,8931	4,8944 4,9128	3,9719 3,9877	61,4773 60,3228	4,2285 4,1394	1532,94 1516,23
New-York...	1,7375 1,7195	—	20,5023 20,7239	41,5627 41,6666	43,7645 44,2282	4,2864 2,8596	40,9836 41,3393	5,5454 5,1121
Paris.....	4,8744 4,8931	4,5775 4,8939	—	203,13 220,55	213,80 212,31	13,8143 12,7438	200,28 199,37	54,5454 5,4685
Bruxelles.....	4,1804 4,1268	2,4060 2,4060	49,3285 49,7615	—	105,2493 106,1477	6,8004 6,9143	89,6365 99,2145	2,7212 2,7281
Frankfurt.....	3,9719 3,8977	2,2680 2,2610	46,8632 46,8798	95,0124 94,2982	—	4,6712 4,4432	32,5885 32,6463	2,5694 2,5694
Bruxelles.....	61,4727	35,2880	1,2537	14,7948	15,4768	—	14,5000	4,0112
Amsterdam.....	68,3200	35,2880	1,2724	14,6166	15,5182	—	14,5818	4,0123
Amsterdam.....	4,2095 4,1594	54,4000 54,4000	50,8254 50,1553	101,4121 106,7916	106,7396 106,8800	6,8953 6,8956	—	2,7677 2,7473
Amsterdam.....	1532,94	881,75	180,77	366,47	385,71	34,9222	361,37	—

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE
2. EUROPE
3. AMERIQUES
3. ASIE
4. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
- 4-5. LA CONTROVERSE SUR LA POLITIQUE NUCLEAIRE
- POINT DE VUE : « Socialisme et pouvoir nucléaire », par X. Sollema.
6. EDUCATION
6. SCIENCES
6. MEDICINE
6. JUSTICE

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 à 12

— Au fil de la semaine : Abi les braves gens, par Pierre-Victor-Ponté.
— Lettre de Zanzibar, par Henri Fesquet.
— Bistrot : Dandier, chef de gouvernement, par Jean-Marie Mayeur.

11. FEUILLETON
13. EQUIPEMENT
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
15. MODE
16. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
- LIBRES OPINIONS : « S.O.S. Guinée », par Michel Frier.
17. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (9 à 11)
Aujourd'hui (13) ; Canevas (13) ;
Journal officiel (13) ; Météo-
rologie (13) ; Mots croisés (13).

L'affaire Furnon, la C.G.T. et les pouvoirs publics

C'est finalement à 11 h. 30, vendredi 29 juillet, que M. Laurent Clément, préfet du Gard, a reçu notification du recours à la force publique demandé par l'Union locale C.G.T. d'Alès — ou plus exactement par deux ouvrières syndiquées de l'entreprise Furnon (« le Monde » du 30 juillet).

Mais il était, de toute façon, trop tard pour accéder à cette requête, qui avait pour

objet de faire appliquer l'arrêt rendu le 21 juillet par la cour d'appel de Nîmes, ordonnant la réintégration des ouvrières cégétistes aux « lieux et places » qu'elles occupaient avant le début du conflit : le P.D.G. de l'entreprise de confection de Saint-Christol-les-Alès avait convoqué son personnel non-syndiqué à un traditionnel déjeuner à la campagne avant de fermer son usine pour quatre semaines de congés payés.

exploiter cette affaire, comme ses adversaires l'ont fait après l'irruption de militants communistes au journal de TF 1. Elle ne pouvait guère « révéler » un type de chef d'entreprise plus « rétrograde ». Si elle ne l'a pas fait, c'est peut-être parce que le parti communiste — fortement implanté dans la région d'Alès — et la C.G.T. sont également ennuyés dans cette affaire.

Pour une raison simple : M. Gérard Furnon fait planer la menace — le risque, selon lui — de la fermeture de son usine, en cas d'implantation cégétiste. Dans la conjonction présente, la centrale de la rue La Fayette ne veut pas se voir accusée, même à tort, d'avoir été à l'origine de la suppression de quel- que deux cents emplois. C'est sans doute pour ce motif, pour ne pas détériorer la situation économique des établissements Furnon, que l'Union locale C.G.T. n'a pas encore engagé l'appli- cation des dispositions finan- cières des ordonnances en réitéré : 300 F d'astreinte par jour et 3 000 F de dommages et intérêts à chaque ouvrière syndiquée. Elle a, en revanche, réclamé que les salaires des ouvrières cégétistes — bloqués depuis le mois de mai — soient normalement versés, et ces der- niers ont une telle politique ont manifesté pour cette raison, vendredi après-midi, à Saint-Christol-les-Alès : M. Gérard Furnon a renvoyé ce problème au 5 août.

MICHEL CASTANG.

La direction de Montefibre-France confirme la fermeture de l'usine de Saint-Nabord

Un millier de personnes vont être licenciées

Le directeur de l'usine Montefibre-France de Saint-Nabord a confirmé vendredi 29 juillet la fermeture de cette unité de production qui entraînera le licenciement de plus de mille personnes (le Monde du 23 juillet). Il a été précisé aux représentants C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. de l'inter-syndical que cette fermeture serait effective après épuisement des réserves de fuel, soit dans quatre jours.

Ce même vendredi, une délégation de l'inter-syndical a été reçue au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Il lui a été indiqué « que la surcapacité mondiale de production de fibres synthétiques rendait par- ticulièrement prioritaire la recherche de solutions de reprise ».

Les élus communistes rogniens ont demandé que soit consacré une réunion extraordinaire du conseil général des Vosges.

L'évêque de Saint-Dié, Mgr Jean Vilnet, évoque la fermeture de l'usine de Saint-Nabord dans le numéro d'août de la Vie diocésaine. Sous le titre « 1039 », Mgr Vilnet écrit :

« Mille trente-neuf licenciés : donc presque mille familles qui se voient enlever, pour le chef de famille lui-même, un réemploi dans un dé- partement si malade, « au cœur de la crise française générale » que les remèdes eux-mêmes appli- qués depuis une dizaine d'années croquent à leur tour si vite ! Si un paquebot sombrant en haute mer avec mille trente-neuf personnes à bord, le monde entier serait hébété d'incrédulité, à l'écoute de toutes les informations et d'une énorme coalition de moyens de sauvetage et de toutes les bonnes volontés possibles et efficaces surgirait comme sponta- nément. »

Four conchure, Mgr Vilnet s'af- firme « solidaire de ceux, chré- tiens ou non, qui se consacrent et épousent de multiples façons pour atténuer les catastrophes écono- miques, avec leurs très lourdes con- séquences sociales, et pour éviter, à l'avenir, de pareilles catastrophes qui ne sont pas inévitables. »

Un meeting devait être organisé samedi 30 juillet, à Remiremont.

[L'affaire de l'usine de Saint-Nabord embarrasse fort les pouvoirs publics. Une reconversion de cette unité, très moderne, apparaît ar- due, sinon impossible. Sa reprise par un groupe industriel — on a songé à Rhône-Poulenc — est en- core, compte tenu de l'état de mar- ché et de la surcapacité mon- diale de la production, la fermeture d'autres unités de production, ce qui ne ferait que déplacer le problème du chômage.]

Les incidents de TF 1

« L'HUMANITE » : comment la police procède-t-elle à l'iden- tification de militants ?

Evoquant les suites judiciaires des incidents de TF 1, l'Humanité du samedi 30 juillet se pose une question : « Comment la police procède-t-elle à l'identification de militants qui n'ont certainement rien à voir avec le fichier du banditisme ? »

Le quotidien du parti communiste a ajouté : « Si effectivement des militants communistes ont été identifiés par les renseignements généraux (...), cela ne peut être qu'en l'absence de fichiers poli- tiques constitués contre des per- sonnes pour la seule raison de leurs idées politiques. On peut ainsi s'interroger sur le fait qu'ils ont été comparés à la police deux militants commu- nistes qui n'ont rien à voir, de près ou de loin, avec la manifi-estation, et dont les noms ne peuvent figurer sur les photos saisis à la télévision, ou encore dans les redactions des journaux. L'un d'eux, en effet, était à l'époque en vacances, l'autre, de R.S. »

« En fait, conclut l'Humanité, « l'affaire TF 1 » n'y a, cela peut bien être celle des agissements d'un véritable « policier » politique qui mène à l'arrestation des libertés individuelles. »

La manifestation antinucléaire de Creys-Malville

M. MERMAZ (P.S.) : la gauche a mieux à faire que de venir chercher des gnons.

(De notre envoyé spécial.)

Malville. — Au cours de la manifestation organisée le samedi matin 30 juillet par le parti socialiste, dans la minuscule commune de Creys-Malville, en dehors de la zone interdite.

M. Louis Mermez, membre du bureau politique du parti socia- liste et président du conseil général de l'Isère, qu'entouraient notamment M. Hubert Dubedout, député de l'Isère et maire de Grenoble, Louis Besson, député, président du conseil général de Savoie, et Jacques-Antoine Gau, député de l'Isère, a rappelé les positions du parti socialiste sur les problèmes nucléaires, et notamment la demande que celui-ci formule à plusieurs reprises de « suspension immédiate des réacteurs de construction du sur-régénérateur Super-Phénix ».

M. Mermez a, en revanche, confirmé que son organisation ne participerait pas aux manifesta- tions de masse prévues pour dimanche matin. « Il ne s'agit pas de question de s'associer à une « marche » à laquelle le bureau po- litique et le comité directeur de notre parti ont déjà décidé de ne pas participer. On ne peut pas revendiquer le po voir et se livrer à des actions « imprévisibles. La gauche a mieux à faire que de venir ici chercher des gnons », a dit M. Mermez.

Cependant, des responsables du parti socialiste se tiendront en permanence, pendant ces quar- tante-huit heures, à la mairie de Courmayeur, et en cas de les- sion, ils se feront rapidement dé- placer, aidés par les pompiers — beaucoup — et physiquement — un peu — à assurer leur pro- tection. — B. E.

NON-LEU

POUR LES DEUX POLICIERS MEURTRES PAR ERREUR D'UN EMPLOYÉ DE LA BANQUE DE FRANCE

Un non-leu vient d'être prononcé par M. Guy Floch, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, en faveur de deux inspecteurs de la brigade criminelle, inculpés le 22 septembre dernier de coups volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner (« le Monde » du 25 septembre 1976).

Les deux policiers, MM. Joseph Susini, trente-six ans, et Jean-Luc Fritsch, vingt-huit ans, avaient été de cinq heures un collaborateur de la Banque, M. Bernard Baptedon, à son domicile de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

Acquittés le 23 juin 1976 sur l'inculpation de M. Guy Théodot — relâché en mars 1976 après trente- quatre jours de séquestration — les deux policiers s'étaient trouvés d'écarter et présentés à l'appartement de M. Baptedon. Or celui-ci, col- lectionneur, avait une arme en main lorsque les policiers pénétrèrent chez lui. Voyant l'écarter, par un jeu de glaces, les policiers s'étaient cri- nés et avaient prévenu l'éventuel tir de M. Baptedon.

A Sète

UN JEUNE HOMME PRIS EN OTAGE EST TUÉ PAR UN MALFAITEUR

Un malfaiteur a tué, dans la nuit du 29 au 30 juillet, vers minuit, à Sète (Hérault), un ado- lescent âgé de dix-sept ans, qu'il avait pris en otage.

Le meurtrier, la tête dissimulée par une casquette et armé d'un fusil de fort calibre, s'était emparé, quel- ques instants auparavant, de la recette d'une esplanade du port, pas- sage du Dauphin, s'élevant à 1 500 F environ.

Pour ouvrir la porte, l'homme prenait en otage un jeune homme et le tuait d'une balle dans le dos. Les autres, à une vingtaine de mètres de la scène, les recu- ches du J.R.P.J. de Montpellier sont restées vaines jusqu'à présent. — (Corresp.)

● Collision ferroviaire près de Rouen : trois blessés. — Trois ouvriers ont été blessés vendredi soir 29 juillet dans une collision ferroviaire sur la ligne Rouen-Amiens, sous le tunnel de Som- mery, près de Gournay-en-Bray (Seine-Maritime). Les victimes, atteintes plus ou moins grave- ment, ont été hospitalisées à relativement peu importants, mais deux wagons déraillés provo- quèrent encore ce samedi une gêne pour le trafic.

● Deux incendies criminels se sont déclarés dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 juillet au Club Méditerranée de Rignes (Savoie). Le premier s'est déclaré vers 22 heures au bar du club, au sixième étage. Le feu, allumé à l'aide de mouchoirs en papier disposés sur des fauteuils cor- pées, a pu être rapidement éteint. Vers 3 heures du matin, un autre foyer d'incendie devait être découvert dans le garage du club. Le feu s'est communiqué à une camionnette. Une plainte a été déposée par le Club Méditer- ranée, qui a fait venir deux gardes spécialisés de Lyon afin de prévenir toute autre tentative d'incendie. Au Club, on déclare ignorer les motifs de ces actes criminels.

M. Chirac refuse la diplomatie « globalisante »

« Un rassemblement des Français sur leur diplomatie est pos- sible », écrit M. Jacques Chirac dans le numéro d'août de la Revue des Mondes. « Sans doute existe-t-il déjà », ajoute le président du R.P.R., qui pour- suit :

« Dans le pays, la politique étrangère de la V^e République n'est pas sérieusement contestée. La preuve de son enracinement s'apprécie à ce qu'elle a progressi- vement cessé d'être perçue comme le monopole d'un camp.

« Toutefois, remarque M. Chirac, l'apaisement de ce consensus ne doit pas nous anesthésier. Nous- bions pas que les élus-majors de certains partis n'ont finale- ment donné que par l'écueil de leur adhésion à ce dessein forcé de- puis près de vingt ans. Pour suivre le courant populiste, mais qui assurément n'aime pas une majorité parlementaire n'aurait pas pour premier réflexe d'en infléchir la trace ? Il faut rendre possible tout changement de cap. Maintenir l'acquis, mieux encore, en faire éclore toutes les virtualités. Cela suppose un effort constant de réflexion. »

Le président du R.P.R. critique d'autre méthode qui consiste à lier, dans la négocia- tion internationale, des questions d'ordres différents. « Il y a une sorte d'incertitude », écrit-il, pour un état digne de ce nom à jeter avec dédain dans un même panier des céréales, des missiles intercontinentaux, des masses de retraitement nucléaire, le principe de l'indivisibilité des frontières et les cris des hommes en lutte à l'est contre à l'ouest — pour plus de liberté. »

M. Chirac préfère la « technique de la réciprocité cas par cas », qui lui semble, « dans la grande ma- jorité des hypothèses, à la fois plus modeste et plus sûre. Il pré- cise : « A déti économique, ri- poste économique ; à pression diplomatique, réponse diplomatique ; à enjeux industriels, réplique industrielle. Ne cédon pas à la tentation de la confusion des genres. »

Après la publication dans le Monde du 29 juillet d'un article de la série « Quatre mois après les élections municipales » intitulé « Saint-Chamond : tensions », nous avons reçu de M. Pierre Bricout, secrétaire général de la fédération de la Loire du Mouve- ment des radicaux de gauche, une lettre dans laquelle il proteste contre le passage où nous écri- vions : « Un certain citage s'est opéré entre les élus : d'un côté, les dix-sept socialistes et les deux radicaux de gauche, de l'autre les quatorze communistes. »

M. Bricout souligne : « Je tiens à protester de la façon la plus officielle contre cette interpré- tation d'un vote du 5 mai 1977. Si, en effet, sous le problème d'une somme, il y avait eu des troupes de J.-B. Martin, les radicaux ont émis un avis semblable à celui des socialistes, en d'autres occasions ils ont émis des avis diffé- rents ou s'associer à leurs co- légues communistes. »

« Les radicaux, pas plus à Saint-Chamond qu'en aucune autre localité de la Loire, ne font bloc avec aucun de leurs porteurs. Ils gardent en toutes occasions leur liberté de jugement et de décision et n'émiettent leur vote qu'en fonction de l'intérêt pu- blic. »

LES RADICAUX DE GAUCHE DE LA LOIRE ET L'UNITÉ

Le numéro du « Monde » daté du 30 juillet 1977 a été tiré à 521 400 exemplaires

A B C D E F G H

L'AVENIR DE « CONCORDE »

Le groupe communiste demande un débat parlementaire

Dans une lettre adressée, ven- dredi 29 juillet, au président de l'Assemblée nationale, M. Edgar Faure, M. Robert Ballanger, pré- sident du groupe communiste, demande « qu'un grand débat ait lieu, dès la rentrée parlemen- taire prochaine, avant même l'ouverture de la discussion budgé- taire, sur l'avenir de Concorde, de l'ensemble de l'industrie aéro- spatiale française, ainsi que sur les décisions qu'il convient de prendre pour que ce secteur im- portant de l'économie nationale ne soit pas livré à l'abandon. »

Estimant que la France a « suf- fisamment de moyens pour im- porter aux Etats-Unis la présence de Concorde », M. Robert Bal- langer explique que les protesta- tions des travailleurs de l'indus- trie aéronautique sont justifiées par « le laisser-faire du gouver- nement. »

De leur côté, les élus commu- nistes de Toulouse et du départe- ment de la Haute-Garonne ont écrit, vendredi, au président de TF 1, M. Jean Cazeneuve, pour lui demander d'organiser un débat télévisé consacré à Concorde.

Rappelant les décisions prises par les élus de la SNTIAS (Société nationale des industries aéronautiques) l'interdiction amé- ricaine d'exportation de Concorde à New-York ainsi que, disent-ils, « la politique de soumission du gouvernement français aux inté- rêts américains », les élus com- munistes déclarent notamment : « Jusqu'à présent, les travailleurs de l'aéronautique n'ont pu, sur TF 1, faire entendre leur voix (...). Leurs propositions méritent d'être l'un des éléments d'une confron- tation télévisée. »

L'actualisation du programme commun

M. LEROY (P.C.F.) : faire connaître et soutenir nos propo- sitions.

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du parti communiste et directeur de l'Humanité, attri- bue, « pour une part essentielle », au fait que le P.C.F. ait rendu public et chiffré ses propositions, le « résultat positif » des travaux du groupe d'actualisation du programme commun de la gauche, « Désormais, écrit-il dans l'Humanité du 30 juillet, la base est dégagée pour une bonne actualisation du programme commun de gouvernement. Nous voulons que, inscrite dans le programme commun de gou- vernement, une telle politique soit soumise aux Français et aux Français lors des élections de 1978. »

M. Leroy ajoute : « Les res- ponsables du comité de liaison des trois partis vont poursuivre leur activité pour préciser les points examinés, pour réduire et éliminer les divergences. Il faut maintenant trouver une solution aux problèmes qui subsistent, l'expérience le prouve : les tra- vailleurs ont le droit de savoir, les resses, ils peuvent et doivent y contribuer de façon décisive. C'est pourquoi, afin d'aboutir à un bon programme commun de gouver- nement préparant les change- ments nécessaires, il faut conti- nuer à faire connaître et sou- tenir nos propositions. »

LE GÉNÉRAL BINOCHÉ : les gaullistes de progrès sont prêts à appuyer le pro- gramme commun.

Le général François Binoché, président d'honneur de l'Union des gaullistes de progrès, écrit, dans une « tribune libre » du numéro de juillet-août de la revue « l'Appel », que « moyennant certaines modi- fications, certains enrichissements propres au gaullisme », son mou- vement est prêt à appuyer la mise en œuvre du programme commun de la gauche.

« Il est regrettable, ajoute le général Binoché, que le parti socia- liste, quelles que soient ses raisons, se soit opposé à notre présence au sein de l'équipe de réactualisation. Nous attendons donc de connaître le programme commun révisé en dehors de nous pour nous pro- noncer d'une manière définitive. Certes, nous sommes sensibles à la résolution des partis de gauche en ce qui concerne la souveraineté nationale et la défense, mais, dans la conduite des affaires de la France, nous ne donnons de blanc-seing à personne. »

ملکة أمهات